

Des cours pour toute la famille

**QUÉBEC NATATION**  
687-4045

# LE SOLEIL

**85\$** LA CHAMBRE  
**HÔTEL DES GOUVERNEURS**  
PLACE DUPUIS  
Votre hôtel à Montréal!  
1-800-463-2820  
(514) 842-4881

LUNDI

13 MARS 1995

QUÉBEC, 99<sup>e</sup> ANNÉE, N° 74  
54 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,50 TPS 0,24 TVQ 0,24 3,98

MONTREAL-OTTAWA 60c Plus TPS, TVQ  
FLORIDE 1,50\$ US

50c Plus TPS, TVQ

**LES ARTS**



**Les Métrostars de Pôpa, Moman, Sonia et Patrice**

Pôpa et Moman ont chacun remporté un prix au gala Métrostars qui a couronné Sonia Benezra et Patrice L'Ecuyer comme personnalités de l'année. **A-3**

**CAHIER SPÉCIAL**



**Le Salon international de l'auto de Québec**

Le Salon de Québec, une plaque tournante des véhicules où les visiteurs trouveront les modèles pour satisfaire leurs goûts et meubler leurs rêves. **Cahier C**

**LA RÉGION**



**Le juge Robert Cliche de retour au palais**

Le buste du juge Robert Cliche trône depuis hier, au palais de justice de Saint-Joseph où, tout jeune avocat, en 1944, il commençait sa brillante carrière. **B-1**

**LE MONDE**

**Castro en visite chez ses alliés français**

Le régime castriste a permis au capitalisme de s'infiltrer récemment avec plus de vigueur à Cuba, l'un des ultimes pays à se réclamer du communisme. **A-7**

**LE SPORT**

**Une autre médaille pour Myriam Bédard**

Myriam Bédard a mis ses craintes de côté et a remporté l'or et l'argent lors du championnat canadien de biathlon tenu ce week-end à Canmore. **S-4**

**LE QUÉBEC**

**Sondage : la majorité simple insuffisante**

Les deux tiers des souverainistes croient qu'il faudra plus qu'une majorité simple pour enclencher le processus d'accession à la souveraineté. **B-11**

**L'INDEX**

Annonces classées	B-5 à B-9
Arts	B-3 et B-4
Bridge	B-8
Décès	B-9 et B-10
DEDUCTO	B-6
Éditorial	A-8
Horoscope	B-9
L'automobile	C-1 à C-16
Le Monde	A-7, A-9 et A-10
Michel Vastel	A-8
Où aller à Québec	B-4
Québec et l'Est	B-1 et B-2

**TABLOÏD SPORT S-1 à S-14**

Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

**LA MÉTÉO**

Partiellement ensoleillé, beaucoup plus doux, maximum 6. **S-16**

## Contrat accepté de peur à la MIL

LÉVIS — Après toute une journée de sonores grincements, les travailleurs du chantier MIL Davie ont finalement dit oui à 54,2% à un nouveau contrat de travail.

par MARC SAINT-PIERRE  
LE SOLEIL

Un vote secret donnant 408 votes pour et 338 contre: telle a effectivement été l'issue d'une assemblée torride au cours de laquelle le projet de contrat collectif a été passé au crible pendant neuf pleines heures, à l'auditorium du Collège de Lévis, hier.

Torride en ce sens que des éclats de voix nourris ont pu être perçus le plus clair de la journée au-delà des portes de la salle où les délibérations des membres du Syndicat des travailleurs du chantier naval (CSN) se déroulaient à huis clos Et, selon des indications de coulisses, l'argument de la survie du chantier lévisien a été clairement évoqué par les chefs syndicaux dans leurs échanges avec leurs militants. L'assemblée s'est aussi tenue au rythme soutenu d'un marathon puisque qu'aucune pause ne l'a suspendue une seconde, même pas pour le lunch.

« Tout accroche », diront successivement au SOLEIL des travailleurs sortis un moment de la fournaise pour griller une cigarette ou prendre un café.

Quant au résultat du vote confirmant l'acceptation de la nouvelle convention qui a marqué la fin de l'assemblée générale, il a été accueilli par autant de huées que d'applaudissements des travailleurs.

Manifestement moins frais qu'une rose, le président du syndicat, Richard Gauvin, n'en est pas moins demeuré imperturbable.

« Cinquante-quatre pour-cent, ça veut dire à l'employeur qu'il faut instaurer, prioritairement, un climat de travail sain », a-t-il constaté sans sourcilier.

Il sera aussi ressorti de ses propos que les travailleurs ont tout de même fait leur bout de chemin pour le futur du chantier. « Un contrat comme celui-là, une acceptation, ne signifie pas pour autant une avalanche de contrats demain. Parce que c'est un (seul) des éléments du plan d'affaires. C'est ce qui va nous permettre de récupérer le nombre d'heures nécessaires pour la construction de navires en série », a notamment expliqué M. Gauvin.

D'une durée de six ans, le nouveau contrat prévoit effectivement des gains de temps sous diverses formes, notamment par la réduction des temps de pause-café, la disparition du congé férié à l'anniversaire des travailleurs et par la mise en place de dispositions relatives à la polyvalence des tâches, c'est-à-dire la fusion d'un certain nombre de métiers et la création d'un « pool » des ouvriers de production.

Les clauses pécuniaires reflètent également que les années 70 sont maintenant loin: baisse immédiate du salaire horaire de 95 cents pour tout le monde et gel pour les trois années qui viennent. Du moins est-il prévu que des hausses de salaires de 2% surviendront pour chacune des années 1998, 1999 et 2000. Avec en sus un programme de participation aux éventuels profits qu'est susceptible d'amener la réalisation du plan d'affaires de l'entreprise.

Ce sont surtout les reculs qui ont animé les conversations de coulisses des travailleurs du chantier.

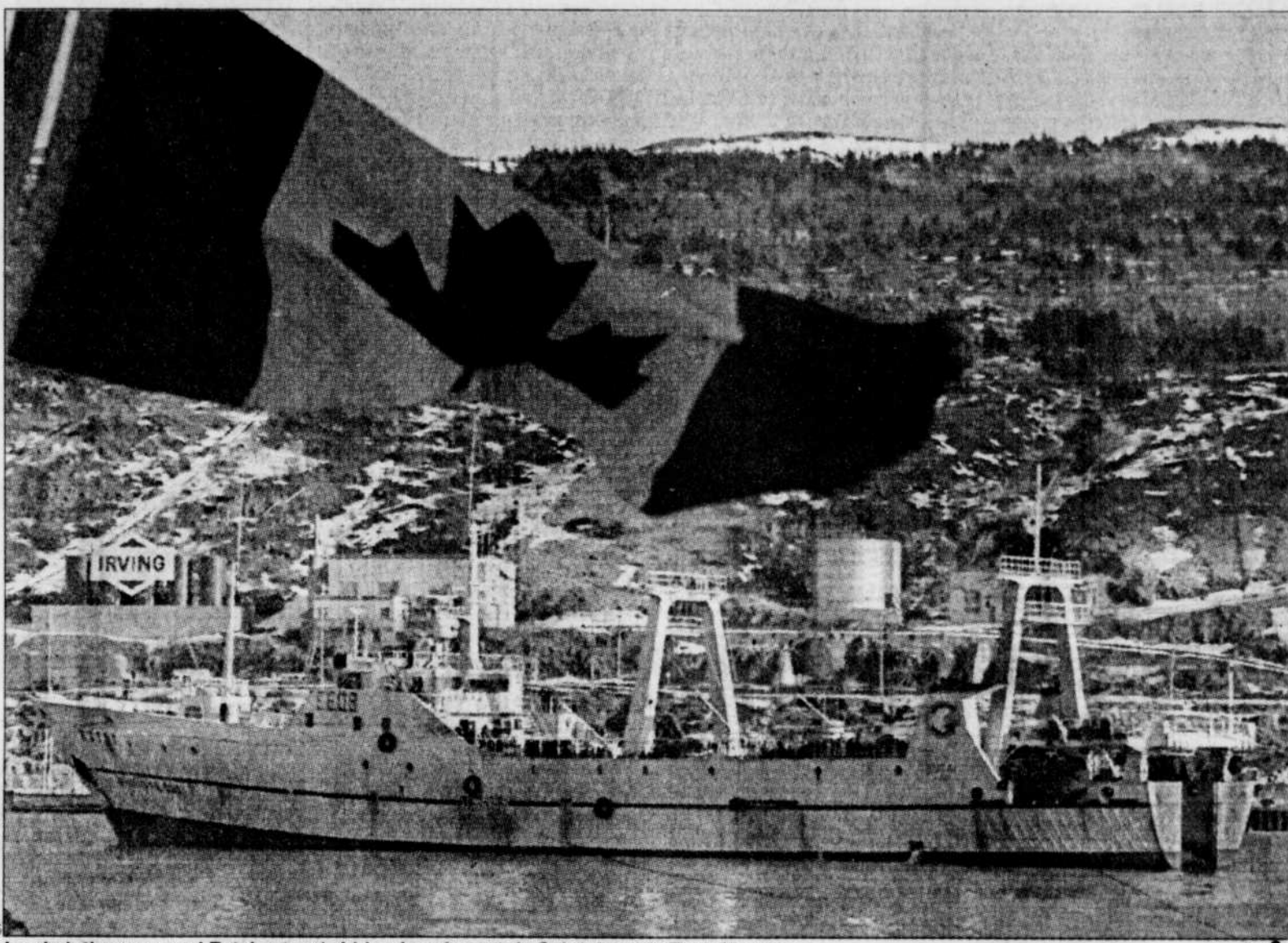
« Tout compté, la baisse de 95 cents, la perte du congé d'anniversaire, la réduction des pauses-café, la fin du temps double, c'est moins 15%. Pour moi, c'est 3000\$ de moins par année », dira un soudeur qui a requis l'anonymat.

Il reste que la fourchette des salaires consentis aux travailleurs du chantier se situera à la signature du contrat entre 17,57\$ et 18,96\$ l'heure.

Cette signature se matérialisera cette semaine.

### ■ L'argument de la survie du chantier lévisien a été clairement évoqué par les chefs syndicaux

## Arrivée du chalutier espagnol arraisonné



Le chalutier espagnol Estai est arrivé hier dans le port de Saint-Jean de Terre-Neuve.

## Pluie d'accusations et... d'oeufs pour le capitaine

ST-JEAN, T.-N. (PC) — Le capitaine du chalutier espagnol Estai, arraisonné par le Canada et l'ambassadeur d'Espagne au Canada ont été bousculés, hués et des oeufs ont été lancés dans leur direction hier, à l'arrivée du bateau dans le port de St-Jean.

Une quarantaine des 6000 Terre-Neuviens qui s'étaient rassemblés hier dans le port pour assister à l'arrivée du bateau avaient réussi à les suivre dans le terrain de stationnement souterrain par où des agents de sécurité les ont fait passer pour les amener au tribunal.

Personne n'a cependant été blessé et une bonne partie de la bousculade a été le fait des agents de sécurité qui ont escorté le capitaine Enrique Davila Gonzalez de la passerelle de débarquement jusqu'au tribunal.

Le capitaine a été libéré en échange d'un cautionnement de 8000\$ et on croit qu'il est retourné sur son bateau, arraisonné jeudi par les forces canadiennes pour avoir présumément pêché de grandes quantités de turbot, une espèce menacée, dans les Grands Bancs, dans les eaux internationales, juste au large de Terre-Neuve.

Le Canada a justifié son intervention hors de ses eaux territoriales par l'argument de la protection d'une des dernières espèces commerciales de la région.

L'arraisonnement et la saisie de l'Estai ont coïncidé avec l'annonce par le ministre espagnol des Affaires étrangères Javier Solana, hier, qu'il prévoyait envoyer un second navire de guerre dans la région pour protéger ses pêcheurs impliqués dans le conflit entre le Canada et l'Union européenne.

M. Solana en a informé l'ambassadeur du Canada en Espagne, David Wright, par lettre.

Canada 60% du quota, mais l'UE a décidé de ne pas en tenir compte et d'établir son propre quota.

Les représentants des 15 Etats membres de l'UE se réunissent aujourd'hui à Bruxelles pour décider d'éventuelles sanctions commerciales contre Ottawa.

Le ministre canadien des Pêches, Brian Tobin, a affirmé hier que la surveillance aérienne révélait qu'il n'y avait pas eu de pêche sur le nez et la queue des Grands Bancs depuis l'arraisonnement de l'Estai.

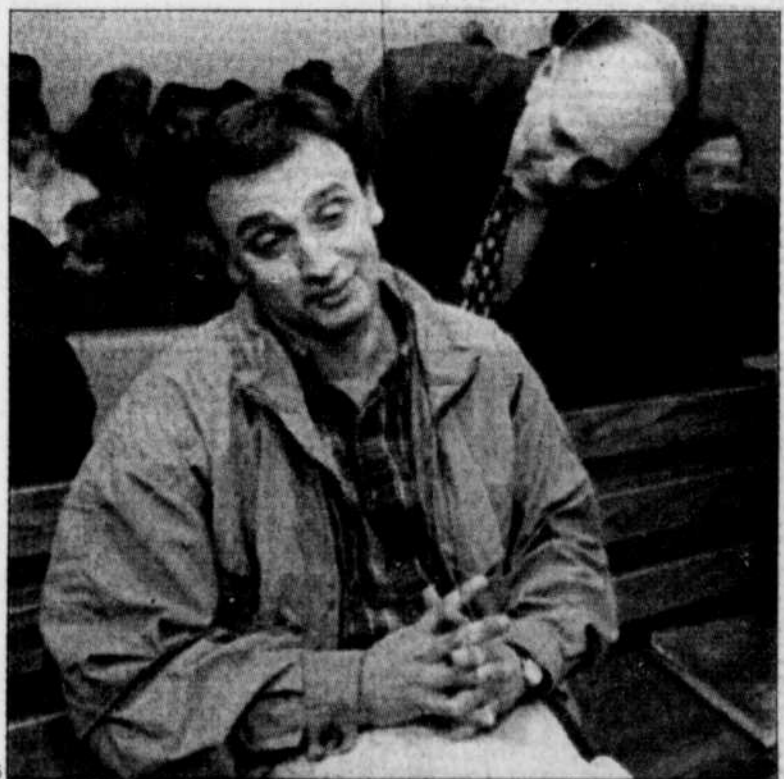
Trois autres diplomates européens ont qualifié hier le geste du

Canada de violation du droit international.

En harcelant le navire espagnol, le Canada a harcelé toute l'Union européenne, a affirmé l'ambassadeur français au Canada, Alfred Siefert-Gaillardin, propos qu'ont appuyés l'ambassadeur allemand, Hans-Gunter Sulimma, et John Beck, un représentant de l'Union européenne.

Ils ont réclamé que le Canada laisse immédiatement partir le chalutier et son capitaine, et revienne à la table de négociation.

Autre texte page A-4



L'ambassadeur José-Luis Pardos glisse quelques mots à l'oreille du capitaine Enrique Davila Gonzalez.



Le président du syndicat de la MIL Davie, Richard Gauvin

## FAITS DIVERS

Avant de réintégrer leur résidence

# Les sinistrés de Blanc-Sablou devront attendre au moins jusqu'à la fonte des neiges

**LOURDES-DE-BLANC-SABLON**—Les 18 familles de Blanc-Sablou qui ont dû être évacuées lorsqu'une avalanche a complètement détruit une résidence de ce petit village, ne pourront réintégrer leur demeure avant la fonte de neige.

par **NICOLAS VIGNEAULT**  
collaboration spéciale

Telle est la recommandation formulée par les autorités de la Sécurité civile après avoir examiné le mont Bonenfant hier. Le constat est clair: «Il y a encore des risques d'avalanche», affirme Jean-Pierre Dallaire, le responsable des communications du groupe.

C'est de cette montagne qu'un amoncellement de neige s'est détaché dans la nuit de jeudi à vendredi, pour s'abattre sur la petite maison des Lavallée, tuant instantanément Anthony Lavallée et son fils de 16 ans, James.

Pour le moment, plusieurs évacués, une vingtaine, logent toujours à l'école Sainte-Thérèse de Blanc-Sablou. Pour ce qui est des autres, «ils sont chez des parents ou des amis», indique M. Dallaire

en se disant très ému et impressionné par la solidarité qui s'est développée dans le village de 450 habitants à la suite de cette tragédie.

La Sécurité civile ne peut préciser quand, ni si les villageois pourront retourner chez eux. «A court terme, il n'est pas question que quelqu'un s'installe en bas de la montagne. On va voir ce qu'on va faire avec ça. Ce site est-il habitable et à quel prix», s'interroge Jean-Pierre Dallaire.

Il ajoute que plusieurs analyses qui seront effectuées au cours des prochains jours apporteront des réponses à ces questions.

Les autorités évaluent notamment la possibilité de provoquer volontairement des avalanches pour éviter une autre catastrophe. «Nous devons cependant évaluer les risques que comporte cette solution», s'empresse de souligner

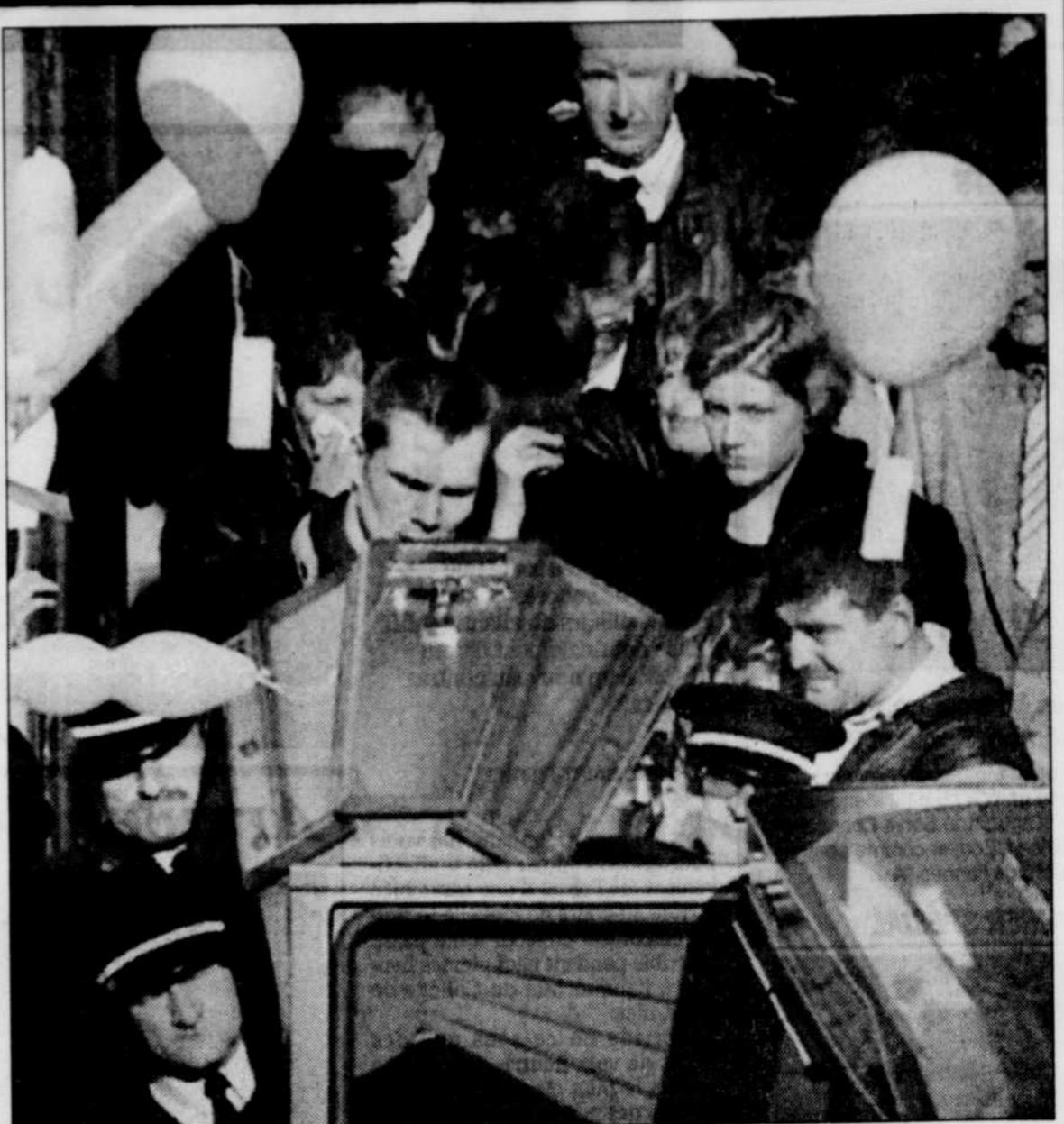
le responsable des communications.

Pendant ce temps, à Lourdes-de-Blanc-Sablou, situé à environ 6 kilomètres du mont Bonenfant, les citoyens et la famille Lavallée pleuraient la disparition de deux des leurs au salon funéraire de l'endroit.

«Tout le monde passe au salon. J'ai vu des gens creuser la tombe de deux victimes dans la neige. Quand tu es témoin de ça, c'est très émouvant», poursuit M. Dallaire.

Pour sa part, par la voix de son attachée de presse, le premier ministre Jacques Parizeau, s'est dit désolé pour les gens de Blanc-Sablou. «Il est de tout coeur avec Mme Lavallée», rapporte Marie-Josée Gagnon.

Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, doit d'ailleurs communiquer avec les autorités municipales du village aujourd'hui afin d'évaluer les possibilités d'aide supplémentaire sur le plan humanitaire et financier de la part de Québec.



## Étranglée par une camarade de classe

Les camarades de classe de Sabrina Degroix ont lancé des ballons gonflés à l'hélium à l'occasion des funérailles de cette jeune écolière victime d'un drame désolant, la semaine dernière. La jeune fille a été étranglée par une camarade de classe, dans les toilettes de son école, en banlieue de Nancy.

## Quatre morts accidentelles au cours de la fin de semaine

**MONTRÉAL (PC)** — Au moins quatre personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec, au cours de la fin de semaine.

Un homme de 89 ans est mort tragiquement hier après-midi, lorsqu'il a été renversé par un camion dans le quartier Saint-Henri, à Montréal. Selon les constatations de la police, l'octogénaire aurait traversé à un feu rouge et le chauffeur du camion n'aurait pas eu le temps de

freiner pour l'éviter.

Une dame âgée de 65 ans a été happée mortellement par une voiture à quelques mètres de son domicile, samedi soir peu avant 19h. Mme Adeline Branchaud, de Sainte-Angele-de-Prémont, a été quarantaine de kilomètres à l'ouest de Trois-Rivières, circulait à pied sur le bord de la route 350 lorsque l'accident s'est produit. Aveuglé par les phares d'une voiture venant en sens inverse, l'automobiliste n'aurait pas vu la dame.

Une femme de 28 ans, Mme

Louise Harvey, a été mortellement happée par un camion alors qu'elle traversait la route 172 à Saint-Ambroise, un village situé entre Alma et Chicoutimi. L'accident est survenu vers 19h30 vendredi.

Un marin russe s'est tué vendredi sur le Santiago de Cuba, un cargo russe qui faisait route vers le port de Cacouna, près de Rivière-du-Loup.

Perché sur une grue du navire, le marin est tombé et s'est fracassé les os dans une cale. Il serait mort sur le coup.

# LE BAS TEINT DE SOLEIL

## Signé Dim

### 10.95

Le bas-culotte qui maquille vos jambes d'un éclat naturel ou bronzé avec de subtils coloris qui s'agencent et mettent en valeur chaque carnation. Choisissez papyrus, capri, dune, terre cuite ou terre brûlée et rehaussez l'éclat de vos jambes. Tailles 1-2-3.

la maison

# simons

PLAGE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

## Industrie privée des vidéopokers Le bras de fer se poursuit

**SHERBROOKE (PC)** — La partie de bras de fer entre l'industrie privée des vidéopokers et le gouvernement du Québec continue ce matin à Sherbrooke. L'Association de l'amusement du Québec entend non seulement contester en cour la saisie de huit appareils par la police à Rock Forest vendredi, mais également réclamer la restitution de 94 appareils saisis au cours des derniers mois.

En **Bref**

### ■ Étable incendiée

**QUÉBEC** — Trois incendies survenus au cours de la nuit de samedi à hier ont détruit une étable, un chalet et un camp de pêche. Dix-sept vaches et trois cochons ont péri dans leur étable, située route 204, à Saint-Camille, au sud d'Asbestos. Les flammes qui ont pris naissance vers 21 h samedi ont emprisonné les animaux. Le fermier Mario Lamontagne déplore aussi la perte de machinerie aratoire. La Sûreté du Québec évalue ces pertes à 110 000\$. Un chalet de la route Jean-Joseph aux abords du lac Sept-Iles, non loin de Saint-Raymond, a par ailleurs été rasé par un incendie qui s'est déclaré à 3 h 30 hier. D'après la SQ, les dommages au chalet d'Aline Marier, une résidente de Québec, s'élevaient à 100 000\$. Enfin, un camp de pêche du rang 13 à Saint-Méthode-de-Frontenac, au sud de Thetford-Mines, a été endommagé par les flammes qui se sont déclarées vers 23 h 30 samedi. Le camp appartenant à Noël Marois, un résident de Saint-Éphrem-de-Tring, nécessitera des travaux d'environ 10 000\$ pour sa remise en état.

### ■ Comparution de Vanessa Paradis

**MONTRÉAL (PC)** — La chanteuse et actrice française Vanessa Paradis devrait comparaitre lundi au Palais de Justice de Montréal pour répondre à une accusation de possession de drogue. Il demeure possible toutefois que la jeune femme de 22 ans se fasse représenter par un avocat. Venue à Montréal pour promouvoir la sortie du film «Elisa», Vanessa Paradis avait été trouvée en possession d'une boulette de trois grammes de haschich par les douaniers américains de l'aéroport de Dorval, le 16 février. Elle avait dû payer une première amende de 500\$, avant d'être confiée à la Gendarmerie royale du Canada. Elle fut relâchée sous caution par la suite.

«C'est un show pour les médias», a déclaré le président de l'association, Pierre Bourgault, au sujet de la saisie de vendredi soir. «La police défie ouvertement la loi et il est temps que quelqu'un mette de l'ordre là-dedans». Selon lui, cette saisie est illégale et son organisme entend non seulement contester cette procédure, mais aussi porter plainte au comité de déontologie «parce que les policiers ont agi sans tenir compte d'un jugement», dit-il.

L'industrie privée des vidéopokers n'a pas tardé à réagir au jugement prononcé en sa faveur la semaine dernière à Sherbrooke: pas moins de 3000 appareils ont été remis sur le marché dans la province ces derniers jours, jusqu'à ce que la police réagisse à son tour en saisissant des appareils en début de fin de semaine.

Dans la seule région de Sherbrooke, estime l'administrateur de l'Association de l'amusement du Québec, François Bernard, ce sont quelque 500 appareils vidéopokers qui ont regagné les établissements à la suite du jugement décrétant qu'un appareil

vidéopoker n'est pas considéré comme un appareil de loterie vidéo.

Le retour des vidéopokers s'est d'ailleurs poursuivi durant une partie de la fin de semaine en Estrie.

M. Bernard, propriétaire de La cachette des sportifs, à Rock Forest, a reçu la visite de policiers venus saisir cinq appareils vidéopokers vendredi soir. Des agents de la Sûreté du Québec et la police municipale de Rock Forest ont aussi procédé à la saisie de trois appareils semblables au bar Mi-Vallon le même soir.

Le président de l'Association de l'amusement du Québec soutient qu'il n'a fallu que quelques jours à l'entreprise privée pour remettre quelque 300 appareils vidéopokers sur le marché.

«On en a presque autant que Loto-Québec, le jugement nous le permet maintenant», a conclu M. Bourgault.

D'autre part, le juge qui a signé le mandat de perquisition qui a mené à la saisie de huit appareils vidéopokers à Rock Forest, en début de fin de semaine, n'avait pas pris connaissance d'un jugement rendu quelques jours plus tôt faisant une différence entre des appareils vidéopokers et des appareils de loterie vidéo.

L'avocat sherbrookoise représentant l'Association de l'amusement du Québec, Me Michel Dussault, entend bien contester cette saisie.

## Casino clandestin mis à jour à Hull

**OTTAWA (PC)** — Le casino «officiel» se faisant attendre, quelques mordus du jeu ont monté à Hull leur propre casino clandestin, mis à jour par une opération conjointe de la SQ et de la police de Hull vendredi soir.

Des accusations ont été portées contre deux individus, âgés de 38 et 42 ans, pour avoir tenu une maison de jeu, et contre cinq autres pour s'y être trouvés.

Ces joueurs potentiels se trouvaient au 70 A, boulevard Saint-Raymond, à Hull, lorsqu'une équipe d'une vingtaine d'agents a fait irruption vers 22h45 vendredi soir. Les policiers y ont découvert de l'équipement de jeu, dont trois tables de black jack. Les sept personnes n'ont opposé aucune résistance lors de leur arrestation. Cinq d'entre elles ont été relâchées sous promesse de comparaitre.

La Sûreté du Québec ainsi que la Sûreté municipale de Hull ont travaillé de concert à la préparation de ce coup de filet réalisé après surveillance de l'endroit suspect. Les deux individus soupçonnés d'être les tenanciers du casino vont comparaitre aujourd'hui au palais de justice.

**Sélect 42**

tirage du 11-03-95

9-17-27-33-35-37

(complémentaire)

3

mise-tot

1-24-39-40

**EXTRA**

085102

**6/49**

tirage du 11-03-95

10-31-32-35-38-46

(complémentaire)

45

**LA QUOTIDIENNE**

tirage du 12-03-95

7-5-6

6-6-4-7

### LE SOLEIL

925, chemin Saint-Louis  
C.P. 1547, succ. terminus  
Québec (Québec), G1K 7J6

Service aux abonnés	686-3344
Annonces classées	647-3311
Carrières et professions	686-3270
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Promotion	686-3342
Renseignements	686-3233

**BANCO**  
tirage du 12-03-95  
1-6-7-10-14-16-17-21-24-25-27-38-41-47-53-55-57-66-67-68

Le 10e gala MetroStar

# Benezra et L'Écuyer sacrés MetroStar

MONTREAL (PC)—Sonia Benezra et Patrice L'Écuyer ont chacun décroché deux prix importants, hier soir au 10e gala MetroStar présenté au Théâtre Saint-Denis. Ils ont reçu le titre de personnalité, chacun de leur côté, ainsi qu'un autre trophée, Mme Benezra dans son genre télévisuel et L'Écuyer pour son rôle dans un feuilleton.

Le gala était animé par le comédien Benoit Brière, qui a personifié une foule de personnages au fil des gags et présentations.

Le prix du premier rôle masculin dans un feuilleton a donc été remporté par Patrice L'Écuyer, de la comédie *Santa Maria* (RC). Côté féminin, la gagnante du premier rôle a été Macha Grenon pour son jeu dans *Scoop* (RC).

Jean-Luc Mongrain, plusieurs fois auparavant choisi «Le» MetroStar, a gagné cette fois le prix dans la catégorie des affaires publiques.

L'électorat MetroStar n'a pas dérogé à sa tradition, au titre du lecteur de nouvelles, préférant toujours Pierre Bruneau, qui présente le «18h» à TVA, aux Radio-Canadiens Bernard Derome et Simon Durivage; M. Bruneau décroche le prix depuis qu'existe cette catégorie, son huitième cette année.

Serge Thériault a reçu un prix spécial (non compétitif), le MetroStar Coup de coeur. «Il est inclassable, il est homme et femme à la fois», a dit de lui Jacques Godin au sujet de son rôle de Moman, dans *La petite vie*.

Claude Meunier, qui écrit cette suave comédie et joue Popa, a quant à lui reçu le trophée de l'artiste dans une émission d'humour.

Le prix des Grandes Entrevues est allé à Denise Bombardier, pour son travail dans *Raison Passion* (RC). De sa bonne fortune, la journaliste vétérane de la société d'Etat a déclaré: «Dans la vie, il faut être patient. Ça m'a pris 25 ans mais ça ne fait rien».

En animation de variétés, Sonia Benezra a réédité sa victoire, don-



nant un deuxième prix à Télévision Quatre Saisons, où l'émission porte son nom. Elle a eu le meilleur sur Normand Brathwaite et Jean-Pierre Coallier.



Le comédien Claude Meunier triomphait, hier soir, au gala MetroStar, en compagnie d'André-Philippe Gagnon, ci-dessus, alors que Claire Lamarche, à gauche, recevait le prix destiné à l'animateur de service la plus populaire.

C'est son travail d'animatrice qui a valu à Sonia Benezra de recevoir le MetroStar de la personnalité féminine de l'année.

## Les gagnants

<b>Lecteur-lectrice — bulletin de nouvelles</b>	<input type="checkbox"/>	<b>Premier rôle masculin — téléroman ou minisérie québécoises</b>	<input type="checkbox"/>
Pierre Bruneau	<input type="checkbox"/>	Roy Dupuis	<input type="checkbox"/>
Bernard Derome	<input type="checkbox"/>	Patrice L'Écuyer	<input type="checkbox"/>
Simon Durivage	<input type="checkbox"/>	Francis Reddy	<input type="checkbox"/>
<b>Animateur-animatrice — émission d'affaires publiques / information</b>	<input type="checkbox"/>	<b>Premier rôle féminin — téléroman ou minisérie québécoises</b>	<input type="checkbox"/>
Claude Charron	<input type="checkbox"/>	Anne Dorval	<input type="checkbox"/>
Jean-François Lépine	<input type="checkbox"/>	Macha Grenon	<input type="checkbox"/>
Jean-Luc Mongrain	<input type="checkbox"/>	Marina Orsini	<input type="checkbox"/>
<b>Animatrice-animatrice — talk-show / variétés</b>	<input type="checkbox"/>	<b>Rôle de soutien masculin — téléroman ou minisérie québécoises</b>	<input type="checkbox"/>
Sonia Benezra	<input type="checkbox"/>	Grégory Charles	<input type="checkbox"/>
Normand Brathwaite	<input type="checkbox"/>	Martin Drainville	<input type="checkbox"/>
Jean-Pierre Coallier	<input type="checkbox"/>	Rémy Girard	<input type="checkbox"/>
<b>Animatrice-animatrice — magazines culturels</b>	<input type="checkbox"/>	<b>Rôle de soutien féminin — téléroman ou minisérie québécoises</b>	<input type="checkbox"/>
Danièle Bombardier	<input type="checkbox"/>	Pascale Montpetit	<input type="checkbox"/>
Patricia Paquin	<input type="checkbox"/>	Francine Ruel	<input type="checkbox"/>
Marie Plourde	<input type="checkbox"/>	Marie-Soleil Tougas	<input type="checkbox"/>
<b>Animatrice-animatrice — émission jeux / quiz</b>	<input type="checkbox"/>	<b>Personnalité masculine</b>	<input type="checkbox"/>
Normand Brathwaite	<input type="checkbox"/>	Bernard Derome	<input type="checkbox"/>
Grégory Charles	<input type="checkbox"/>	Patrice L'Écuyer	<input type="checkbox"/>
Luc Senay	<input type="checkbox"/>	Guy Mongrain	<input type="checkbox"/>
<b>Animatrice-animatrice — lecteur-lectrice — émission de sport et nouvelles du sport</b>	<input type="checkbox"/>	Jean-Luc Mongrain	<input type="checkbox"/>
Jean-Paul Chartrand Jr	<input type="checkbox"/>	<b>Personnalité féminine</b>	<input type="checkbox"/>
Jean Pagé	<input type="checkbox"/>	Sonia Benezra	<input type="checkbox"/>
Paul Rivard	<input type="checkbox"/>	Claire Lamarche	<input type="checkbox"/>
<b>Artiste — émission d'humour</b>	<input type="checkbox"/>	Marina Orsini	<input type="checkbox"/>
Yvon Deschamps	<input type="checkbox"/>	<b>Artiste — émission jeunesse</b>	<input type="checkbox"/>
André-Philippe Gagnon	<input type="checkbox"/>	Grégory Charles	<input type="checkbox"/>
Claude Meunier	<input type="checkbox"/>	André Robitaille	<input type="checkbox"/>
<b>Animatrice-animatrice — émission de services</b>	<input type="checkbox"/>	Hugo St-Cyr	<input type="checkbox"/>
Claire Lamarche	<input type="checkbox"/>		
Lise Le Bel	<input type="checkbox"/>		
Guy Mongrain	<input type="checkbox"/>		
<b>Animatrice-animatrice — émission «grandes entrevues»</b>	<input type="checkbox"/>		
Denise Bombardier	<input type="checkbox"/>		
Lise Payette	<input type="checkbox"/>		
Robert-Guy Scully	<input type="checkbox"/>		



Martin «Tintin» Drainville a obtenu le prix offert pour le meilleur rôle de soutien masculin, d'une série ou d'un téléroman.



Le comédien Patrice L'Écuyer a remporté le MetroStar masculin de l'année en plus de recevoir un prix pour son travail dans la série «Santa Maria».

## Le président dénonce le manque de partenariat

# Grève des 650 employés de Vachon à Ste-Marie de Beauce

SAINTE-MARIE—Les 650 employés de Vachon, division de Culinar sont en grève depuis minuit, après avoir rejeté en matinée hier, les offres patronales à 62% en assemblée générale à la polyvalente Benoit-Vachon, à Sainte-Marie. De son côté, le président de Culinar, M. Gaétan Lussier déplore le manque de partenariat et les impacts que l'arrêt de travail pourrait avoir sur l'approvisionnement des 36000 clients canadiens.

par LUCE DALLAIRE  
collaboration spéciale

Hier, en Beauce, 494 syndiqués représentés par la SITBCT, le Syndicat international des travailleurs de la boulangerie, confiserie et du tabac réunis à la polyvalente Benoit-Vachon ont voté à 62% contre les offres patronales déposées mardi à la table des

négociations.

La semaine dernière, les employés de Vachon avaient appuyé à 92% les moyens de pression utiles à l'avancement du dossier.

Le président M. Yvon Rhéaume, le représentant syndical, M. Gilles Lehoux et les huit délégués syndicaux étaient alors mandatés pour tenter de régler les questions d'horaires et de salaires qui

achoppent depuis le début du litige.

Aujourd'hui, pour appuyer leurs revendications, les syndiqués affiliés à la FTQ cessent la production, bloquent les entrées, même celle du transport et dressent les lignes de piquetage.

Les propositions faites à la table des négociations ne suffisent pas, affirme un travailleur qui s'oppose farouchement à l'horaire de travail du dimanche.

Chez Vachon, il y a plusieurs corps de métiers et le travail s'effectue actuellement sur trois quarts, raconte un employé, mais ce n'est pas en tentant de nous diviser qu'il nous auront.

Selon M. Lehoux, les points

discutés en assemblée le 5 mars n'ont pas changé. Ils seront ramenés et débattus à la table des négociations. «Pour ce qui est de connaître la date de la prochaine rencontre, il faudra attendre la réaction de la compagnie», dit-il.

La convention collective est échue depuis décembre 1993. Le mouvement de grève s'amorce après plus de quatorze mois de négociations, 28 rencontres et quatre séances de conciliations.

Les employés demandent une augmentation de 0,25\$ pour 1994, 0,25\$ pour 1995 et 0,35\$ pour 1996. Le salaire horaire moyen actuel est de 14,74\$.

Rejoint en soirée, le président et chef de direction de Culinar inc.,

M. Gaétan Lussier a avoué être déçu de la décision de l'arrêt de travail qui met et la compagnie, et les employés dans un état de précarité face à la compétition.

Les risques sont considérables, a-t-il confié au SOLEIL, et je suis préoccupé. Nos 36 000 clients répartis au Canada ne laisseront pas leurs tablettes vides.

Selon le pdg, l'incidence du travail le dimanche est minime puisqu'elle touche six des douze travailleurs alors qu'il faut répondre aux exigences des magasins désormais ouverts le dimanche.

Au chapitre des salaires, un gel a été proposé pour 1994, compensé par des bonus alors que les

augmentations sont de 0,25\$ pour trois ans, de 1995 à 1997.

«Si le syndicat manifeste son intérêt à nous rencontrer à nouveau, nous nous rendrons disponibles après nous être assurés que l'approvisionnement se fera», a indiqué M. Lussier.

La dernière grève chez Vachon a eu lieu en 1969. Elle s'est prolongée pendant quatre semaines avant que n'intervienne un règlement entre les travailleurs et l'entreprise.

La pâtisserie a été fondée à Sainte-Marie, en 1923. Elle est maintenant propriété de la Société d'investissement Desjardins, filiale du Mouvement Desjardins et de SOQUIA.

## LA POLITIQUE

## Pour la première fois depuis 20 ans dans l'histoire de l'assurance-chômage Québec paiera plus qu'il ne recevra d'Ottawa

QUÉBEC (PC) — Pour la première fois depuis 20 ans, le Québec paiera plus qu'il ne recevra d'assurance-chômage durant l'année 1995. Il s'agit d'un renversement puisque depuis 1980, le Québec recevait d'Ottawa, au chapitre de l'assurance-chômage, plus de 1 milliard \$ de plus qu'il ne cotisait.

Les fédéralistes, l'ex-premier ministre Robert Bourassa entre autres, utilisaient d'ailleurs ces données pour montrer que le fédéralisme canadien est avantageux pour le Québec, puisque les Québécois recevaient 1 milliard de plus qu'ils ne versaient à Ottawa pour se protéger du chômage.

Cette année, selon les prévisions du ministère fédéral du Développement des ressources humaines, les employeurs et les travailleurs québécois cotiseront à la caisse 4,8 milliards \$, tandis que les chômeurs québécois recevront en prestations et en divers services reliés à l'emploi, quelque 4,7 milliards \$. Le manque à gagner pour le Québec sera de l'ordre de 118 millions.

«Cet argument que les fédéralistes ont tant utilisé, il tombe, dit

la ministre de l'Emploi, Louise Harel, dans une entrevue au Devoir. Sauf que cet argument n'était pas bon de toutes façons. C'était de nous dire qu'il fallait rester dans le Canada parce qu'on recevait plus de chômage en ayant plus de chômeurs.»

«C'était un argument vraiment absurde, dit-elle, parce que ça signifiait bien que le régime fédéral est généreux quand ça va mal, mais n'est pas conçu pour que ça aille bien.»

Mme Harel ne veut pas utiliser les chiffres qui montrent cette année une contribution excédentaire du Québec à la caisse de l'assurance-chômage pour dénigrer le fédéralisme. Ce serait simpliste.

«Je ne voudrais pas, à l'inverse des fédéralistes, qu'on prétende que c'est à cause de ça que le fédéralisme n'est pas payant, dit-elle. S'il n'est pas payant le fédéralisme

c'est parce qu'on a du chômage plus qu'ailleurs.»

Selon Mme Harel, recevoir plus d'assurance-chômage qu'on en paie n'est pas utile pour le Québec à long terme. Il serait bien plus utile de récupérer d'Ottawa les instruments de développement économique. Le Québec, dit-elle, a peut-être toujours eu plus que sa part d'assurance-chômage, mais moins que sa part des dépenses de recherche-développement, de la défense nationale ou des achats de biens et services par le gouvernement fédéral.

«Le fédéral dépense 33 milliards en achats de biens et services. Les entreprises québécoises en recevaient à peine 17%, dit Mme Harel. C'est évident que je préférerais récupérer un milliard d'achats de biens et services, qu'un milliard d'excédent d'assurance-chômage.»

En outre, la contribution excédentaire du Québec à la caisse de l'assurance-chômage est conjoncturelle.

Il est probable, selon un porte-parole du ministère fédéral du Développement des ressources hu-

maines, Dougall Aucoin, que le Québec redeviendra bénéficiaire dans les prochaines années, car le taux de chômage y est en général plus élevé que la moyenne canadienne.

Mais surtout, la situation cette année est particulière: le gouvernement fédéral a maintenu élevé (à 3 \$ par tranche de 100 \$ de salaire assurable pour les travailleurs, et à 4,20 \$ pour les employeurs) le taux de cotisation à la caisse afin de liquider un déficit accumulé qui a atteint près de 6 milliards il y a deux ans, et pour constituer un surplus de 5 milliards qui servira à prévenir les effets de futures récessions et financer des services de formation et d'aide à la réinsertion des chômeurs sur le marché du travail.

Le ministre des Finances, Paul Martin, a déclaré au Globe and Mail de Toronto, la semaine dernière, que le taux de cotisation risque de diminuer sitôt ce surplus constitué. Une rumeur veut qu'il baisse de 3 \$ à 2,80 \$ à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, puis à 2,20 \$, en 1997.

La caisse de l'assurance-chômage est conçue pour que les provin-

ces où le taux de chômage est élevé, celles qui reçoivent plus qu'elles ne cotisent, alors que les provinces où l'emploi se porte mieux, cotisent plus qu'elles ne reçoivent. En général l'Ontario et l'Ouest subventionnent les cinq provinces de l'Est: le Québec et l'Atlantique. Cette année, le Québec change de groupe. Lorsque le taux de cotisation diminuera, il est probable qu'il réintégrera celui des bénéficiaires.

Une autre raison explique pourquoi le Québec, cette année, passe dans le camp des provinces ayant des cotisations plus élevées: le nombre de chômeurs ayant droit à l'assurance-chômage diminue depuis cinq ans, à cause des resserrlements imposés au régime: il faut désormais travailler plus longtemps pour être admissible à un régime moins généreux, qui verse des prestations moins longtemps.

De sorte que depuis 1989, la proportion de chômeurs qui ont droit à l'assurance-chômage a chuté à 85% au Québec.

L'ironie du sort veut en outre que le Québec paie plus qu'il ne reçoit en assurance-chômage cette

année, alors que ce surplus servira entre autre à financer des activités de formation de la main-d'oeuvre qui dédoublent les nôtres et que dénoncent à l'unisson patrons, syndicats, le gouvernement et même les fédéralistes québécois depuis des années.

Ottawa prend les cotisations d'employeurs et de travailleurs (le fédéral ne contribue plus au régime depuis 1990) pour financer son intrusion dans une compétence provinciale, dit Mme Harel, qui s'en offusque.

Le pire, c'est que le Québec recevra cette année moins que sa part de chômeurs pour financer des mesures productives de développement de la main-d'oeuvre. Québec compte le tiers des chômeurs, mais ne recevra que 27,4% du 1,9 milliard consacré par Ottawa cette année aux mesures productives.

Ça représente un manque à gagner de 112 millions \$, qui correspond grosso modo à ce que le Québec versera en surplus de ce qu'il recevra de la caisse cette année.

## L'Union européenne et le Canada Des «amabilités» orageuses fusent de toutes parts...

BRUXELLES (AP) — Improbables ennemis, l'Union européenne et le Canada n'en ont pas moins des relations à problèmes. La «guerre du turbot» est le dernier exemple d'une série de différends commerciaux portant aussi bien sur les céréales que les manteaux de fourrure.

De part et d'autre de l'Atlantique, les amabilités fusent: le ministre canadien de la Pêche, Brian Tobin, a récemment fustigé l'Union européenne, «sorte de tyran colonial», tandis que Bruxelles parle de «piraterie organisée».

Vendredi, quelques heures seulement après l'arraisonnement d'un chalutier espagnol, les ministres européens de la Recherche ont refusé de donner leur feu vert à un accord de coopération scientifique convenu préalablement avec Ottawa.

Le poisson n'est pas seul en cause. Canadiens et Européens, depuis neuf ans, s'affrontent concernant le commerce de la viande de boeuf. L'Union européenne reproche à Ottawa de pénaliser les exportations européennes par des tarifs douaniers trop élevés.

Le boeuf européen, rétorque le Canada, est fortement subventionné, ce qui constitue une concurrence déloyale.

### Autres litiges

D'autres litiges concernent le commerce des céréales, des se-

mences taurines — l'Italie refuse d'en importer — ou des manteaux de fourrure: l'Union européenne s'inquiète de la façon dont les animaux ont été capturés et tués.

«Il est normal que ce genre de problèmes apparaisse quand on a des relations commerciales très développées», observe M. Gilles Gauthier, un délégué commercial canadien.

### Plus d'importation que d'exportation

Pour les neuf premiers mois de 1994, les exportations canadiennes vers l'Union européenne ont atteint 8,1 milliards \$.

Le Canada a importé dans le même temps 13,1 milliards \$ de produits européens.

L'entrée de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède dans l'Union européenne, qui compte désormais 15 membres, a fourni un nouveau motif de discord.

### Menaces

Le mois dernier, le Canada a



Plusieurs personnes, brandissant des pancartes rédigées en anglais et en espagnol, ont manifesté dans le port de St. John's, Terre-Neuve, hier, dans un geste d'appui au ministre canadien des Pêches, Brian Tobin. Les manifestants étaient très nombreux au moment où le navire espagnol, saisi en fin de semaine par le Canada, a fait son entrée dans le port terreneuvien.

menacé d'augmenter les droits à l'importation sur des produits européens (comme le cristal, la vodka, le parfum et les chaussures à talons hauts), si jamais l'Union européenne refuse de compenser le manque à gagner dû à l'adhésion des trois nouveaux membres.

Leurs tarifs douaniers, autrefois peu élevés, sont désormais alignés sur ceux de l'Union européenne.

Le Canada estime que cela risque de lui faire perdre 8,25 mil-

liards \$ sur des produits tels le poisson, l'aluminium, le bois, ou les motoneiges.

### Compensations

Selon les règlements commerciaux internationaux, l'Union européenne doit offrir une compensation à ses partenaires commerciaux affectés par son extension.

Mais Bruxelles a menacé Ottawa de représailles si la hausse des tarifs douaniers était appliquée.

Gouvernement du Québec  
Office de la langue française

**LE SOLEIL**

Radio Québec

Concours

**Comment appelle-t-on ?**

Des prix d'une valeur approximative de 3 500 \$

Le Robert électronique ou Le Grand Robert en 9 volumes et 8 dictionnaires Petit Robert donnés par DICOROBERT • Une bibliothèque offerte par l'Association nationale des éditeurs de livres • Cinq dictionnaires illustrés des Publications du Québec • Dix romans québécois des éditions Libre Expression • Dix disques compacts remis gracieusement par Interdisc.

**Dictionnaires** LE ROBERT

**LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC**

**Libre Expression**

**ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES**

**INTERDISC**

C'est plus facile en regardant **Télé Service**, à 19 h 30, sur les ondes de Radio-Québec. L'équipe de TéléService vous donnera de précieux indices ! Le tirage au sort se fera le 4 avril et le nom des cinq gagnants sera divulgué au cours de l'émission **Télé Service**. Pour être admissible, vous devez nous faire parvenir votre bulletin de participation avant le jeudi 23 mars, et répondre correctement aux trois questions. Expédiez un bulletin de participation par enveloppe.

Comment appelle-t-on ?

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

C.P. 5100, succ. C. Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Montréal (Québec) H2L 4X6 Tél. : \_\_\_\_\_ Âge : \_\_\_\_\_

Du 13 au 17 mars 1995, c'est la Semaine du français au travail.

Le français, c'est bien plus que des mots.

**loto-québec**

**649**

Tirage du 95-03-11

**10 31 32 35 38 46**

Numéro complémentaire: **45**

**RÉSULTATS**

loto-québec

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 2 759 171,30\$
5/6+	11 75 250,10\$
5/6	375 1 765,80\$
4/6	18 214 69,70\$
3/6	312 985 10,00\$

Ventes totales: 19 218 206,00\$

Prochain gros lot (approx.): 2 300 000,00\$

Prochain tirage: 95-03-15

**Extra.**

NUMÉROS	LOTS
085102	100 000 \$
85102	1 000 \$
5102	250 \$
102	50 \$
02	10 \$
2	2 \$

Tirage du 95-03-11

**Panço**

Tirage du 95-03-12				
1	6	7	10	14
16	17	21	24	25
27	38	41	47	53
55	57	66	67	68

Prochain tirage: 95-03-13

**TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

# Domptez-moi.

Un moteur sauvage de 2,2 litres, à injection multipoint.  
Une suspension progressive qui mord la route.  
Et pourtant, l'apprivoiser est si naturel.

**SUNFIRE** **PONTIAC**  
LA PASSION DE CONDUIRE

# LES INFORMATIONS GÉNÉRALES

LE SOLEIL

Roger Bertrand à la présidence de l'Assemblée nationale

## Un administrateur lancé dans la joute implacable de la politique

QUÉBEC (PC) - De la fournée de députés péquistes élus aux élections du 12 septembre dernier, Roger Bertrand faisait partie de la catégorie de ceux étiquetés « administrateurs » que plusieurs voyaient à la direction d'un ministère à vocation sociale, comme le ministère de la Santé et des Services sociaux.

par ANDRÉ BELLEMARE

Mais pas à la présidence de l'Assemblée nationale. Peu d'observateurs l'avaient imaginé dans cette fonction, à l'avant-scène des débats parlementaires.

De commerce agréable, discret, personnalité attachante, M. Bertrand ne sort pas du moule des bagarreurs. Il fuit la confrontation mais, ironie du sort, il se retrouve aujourd'hui en plein milieu d'une crise parlementaire, d'une partie de bras de fer entre libéraux et péquistes.

Les premiers réclament à grands cris sa démission parce qu'ils le jugent trop partisan dans la conduite des travaux de la Chambre tandis que les seconds accusent l'Opposition de mener « une attaque vicieuse et pernicieuse » mettant en danger les assises mêmes de cette institution parlementaire. La reprise de la session, demain à 14 heures, promet un duel féroce entre les deux principaux partis.

Pourtant, la suggestion du gouvernement de nommer Roger Bertrand à la présidence avait fait l'unanimité de la Chambre. Plusieurs voyaient en lui une personne pondérée possédant un bon jugement. Fonctionnaire de carrière, M. Bertrand est ainsi devenu le premier, depuis 60 ans à occuper cette haute fonction sans être avocat.

Le chef libéral, Daniel Johnson, n'avait, le premier, que des bons mots à l'endroit du 39e président de l'Assemblée à l'ouverture de la session, le 29 novembre dernier. « Il (M. Bertrand) a toujours démontré un respect intégral de nos institutions », disait le chef de l'oppo-

sition en soulignant « sa discipline et son sens du décorum dont plusieurs d'entre nous auraient avantage à s'inspirer ».

Pourtant, doit-on comprendre, les libéraux ne veulent pas accorder un grande chance au coureur si l'on considère que M. Bertrand n'a passé que 21 jours en tout et partout sur le siège du président.

Au cours des quelques mois où il a siégé comme député de l'opposition, M. Bertrand n'a jamais fait de vague par des propos trop partisans ou provocateurs. Il projetait plutôt l'image de l'anti-politicien, plus soucieux de faire avancer un dossier que de marquer des points aux dépens de l'adversaire.

M. Bertrand, qui s'est surtout fait connaître comme vice-président de la commission Rochon sur la réforme de la santé et des servi-

ces sociaux, n'avait certes pas imaginé jusqu'où pouvait aller la joute implacable de la politique.

Avant son entrée en politique active, le président de l'Assemblée nationale avait oeuvré surtout dans le réseau de la santé en tant que haut fonctionnaire, loin des calculs politiques quotidiens.

Détenteur d'une maîtrise en économétrie de l'université Laval et stagiaire postgradué au Groupe d'analyse en macroéconomie appliqué à l'Université de Paris, l'homme de 47 ans a été plongé dans le monde de la politique après la démission de l'ancien ministre et député libéral Michel Pagé, en 1993. Le Parti québécois a réussi à le convaincre de relever le défi d'arracher au gouvernement la circonscription mi-urbaine mi-rurale de Portneuf, que le PQ n'avait jamais réussi à gagner depuis sa fondation en 1968. M. Bertrand est un « fils du comté », ayant vu le jour à Donnacona.

Après une campagne efficace et des ratés du Parti libéral, M.

Bertrand remporte haut la main le pari et devient le premier député péquiste de cette circonscription de la grande région de Québec à l'élection complémentaire du 5 juillet 1993 avec 51% des suffrages exprimés. Au scrutin général du 12 septembre dernier, il est réélu sans difficultés avec une majorité accrue (3774 voix).

Fidèle à son devoir de réserve que commandent ses fonctions - tant qu'il les occupe - le président Bertrand refuse de commenter la situation précaire dans laquelle il se trouve, au beau milieu de la tempête politique qui doit s'abattre demain sur le Parlement.



Personnalité attachante, Roger Bertrand ne sort pas du moule des bagarreurs qui font la pluie et le beau temps en chambre.

## Un ancien membre des services secrets à la tête de la Commission de l'immigration

OTTAWA (PC) — Le nouveau directeur exécutif de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié est un ancien membre des services secrets canadiens, écrivait hier le Ottawa Sun.

Jean-Guy Fleury a été directeur adjoint en charge du personnel au sein du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) de 1988 à 1991, mais cette information ne figure pas dans les notes biographiques communiquées aux médias lors de sa nomination le 2 mars dernier, écrit le quotidien.

Sa nomination a soulevé l'ire des groupes de défense des immigrants. « Il est préoccupant de constater que son emploi le plus récent et le plus important n'a pas été révélé », a commenté Mme Nancy Worsfold, directrice du Conseil canadien des réfugiés.

« Comme il devient un administrateur de rang supérieur de la commission, il importe que son passage au SCRS soit connu de

façon transparente, et non camouflé », a-t-elle expliqué, en ajoutant qu'elle aimerait bien en savoir davantage sur son rôle au sein des services secrets.

Le Solliciteur général Herb Gray a expliqué qu'il n'est pas inhabituel que des fonctionnaires passent d'un ministère à un autre - ou au SCRS -, compte tenu de leur compétence, et qu'il n'y avait rien de diabolique dans ce transfert.

M. David Austin, un porte-parole de la commission, a indiqué que l'omission, dans la biographie de M. Fleury, de son passage au SCRS ne constituait pas un subterfuge. « C'est moi qui ai rédigé les notes biographiques: je n'ai conservé que les emplois pertinents à la nomination. »

Les notes biographiques indi-

quent que M. Fleury était secrétaire adjoint au Conseil du Trésor jusqu'en 1992; depuis 1965, lit-on, il a grimpé les échelons de la fonction publique « au ministère du Revenu, aux Affaires indiennes; et du Nord, à la Chambre des communes et à la Commission de la fonction publique ».

Les liens entre le SCRS et la Commission de l'immigration sont délicats, l'ex-gouvernement conservateur ayant décidé de réunir sous le même ministère de la Sécurité publique les services d'application des lois de l'immigration avec les services secrets et de police du bureau du Solliciteur général. Ce concubinage avait été dénoncé par les libéraux et les groupes de défense des immigrants, et sitôt arrivé au pouvoir, le premier ministre Jean Chrétien s'était empressé d'éliminer le nouveau super-ministère de la Sécurité publique.

### En Bref

#### ■ Réfugiés victimes de mauvais traitements

TORONTO (PC) — Le député du Bloc québécois Osvaldo Nunez veut que le gouvernement fasse enquête sur des allégations selon lesquelles des personnes en instance de déportation sont victimes de mauvais traitements dans les centres de détention du ministère de l'Immigration. M. Nunez a fait cette demande à la suite d'une tentative de suicide survenue au centre de détention de l'Immigration localisé dans un hôtel de Malton, près de Toronto. Mercredi dernier, un ressortissant de l'Uruguay, qui était en instance de déportation, a dû être hospitalisé après avoir bu un liquide de nettoyage et tenté de se pendre avec un drap. Un porte-parole de l'Immigration, Kevin Sack, a dit que la vie de l'individu n'était pas en danger. Il s'agit du dernier d'une série d'incidents qui se seraient produits au centre de détention de Malton, notamment des agressions et du harcèlement. Certains détenus ont également tenté de s'évader. Le député du Bloc québécois a demandé au ministre de l'Immigration Sergio Marchi de faire enquête. « Les réfugiés sont traités comme des criminels et l'hôtel (où est logé le centre de détention) est dirigé comme une prison », a écrit M. Nunez dans une lettre au ministre Marchi. « Même les enfants sont retirés des écoles et détenus à l'hôtel. » M. Nunez a identifié 12 personnes d'origine hispanique qui auraient été victimes de mauvais traitements.

ce soir



AVEC  
**JEAN MARTIN**

18 h

# SAULT-AU-MATELOT ET SAINT-PAUL-DU-NORD

Vivre dans les villages de la honte ou porter le fardeau des autres...

Un dossier de Monia Monger

## Complice des grands

## Greenpeace dénonce la position du Canada sur la convention de Bâle

MONTREAL (PC) — Les États-Unis, le Canada, l'Autriche et la France « agissent comme émissaire de l'industrie du trafic des déchets dangereux en tentant d'affaiblir la Convention de Bâle », selon Greenpeace International.

Le groupe écologiste, qui suit depuis des années à la trace les mouvements de déchets dangereux vers les pays en voie de développement, s'en prend plus précisément à l'administration Clinton qui tente d'amener l'Union européenne à retirer son appui, jusqu'ici constant, à une éventuelle interdiction d'exporter des déchets toxiques vers les pays en voie de développement.

Greenpeace a intercepté une communication du département d'État américain, adressé à l'Union européenne, où il est écrit: « Les États-Unis s'opposent à l'interdiction d'exportation des déchets entre les pays membres de l'OCDE et les pays non-membres, et ils n'appuieront pas l'amendement » du Danemark, qui interdirait carrément l'exportation des déchets dangereux vers les pays en voie de développement.

Actuellement, la Convention de Bâle n'interdit pas mais balise le transport des déchets dangereux.

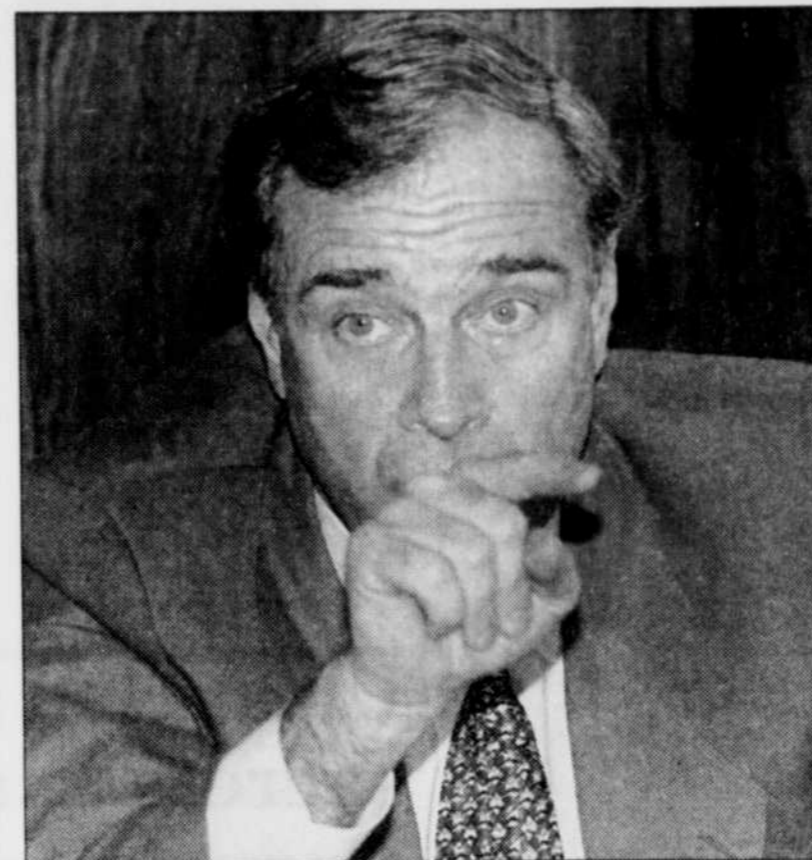
Elle exige que le pays récepteur ait des normes et des équipements similaires à ceux du pays expéditeur. Mais elle est plus souple sur la question du recyclage, en voie de devenir un échappatoire plutôt qu'une solution.

Selon les chiffres de l'OCDE, il se produit plus de 400 millions de tonnes de déchets chaque année dans le monde et 10 %, soit 40 millions de tonnes, aboutit dans les pays en voie de développement.

Plusieurs enquêtes de Greenpeace donnent à penser que ces normes sont contournées souvent par de pseudo-initiatives de « recyclage », où la portion réellement recyclée est négligeable, ce qui laisse au pays hôte une quantité importante de déchets qu'il n'aurait pu accepter comme tels.

## Lutte antitabac et programmes pour jeunes et aînés

## Le budget Martin coupe 70 millions \$ au ministère fédéral de la Santé



Le ministre Paul Martin.

MONTREAL (PC) — Le budget Martin se traduira par des coupes de 70 millions \$ au ministère fédéral de la Santé d'ici trois ans et par des réductions majeures dans les programmes antitabac et ceux destinés aux jeunes enfants et aux aînés.

Même si le ministère de la Santé ne fait pas partie des ministères les plus touchés par le budget Martin, il verra tout de même son enveloppe générale fondre de 3,8 %. Et plusieurs budgets seront restreints dans certains programmes pour être réaffectés ailleurs.

Ainsi, la plus grosse compression frappera la stratégie de réduction de la demande de tabac dont l'enveloppe sera sabrée de 64 millions, passant de 185 millions sur trois à 81 millions pour deux ans.

Ce programme avait été mis sur pied l'an dernier au moment où Ottawa avait annoncé une baisse dramatique des taxes sur le tabac dans le but de compenser l'effet négatif sur la demande du bas prix des cigarettes par des programmes de sensibilisation et d'éducation.

« Il reste quand même un budget important et les trois volets de la stratégie demeurent, soit la recherche, la promotion et l'application de la loi », a fait valoir au Devoir, Michèle S. Jean, sous-ministre à la Santé.

Les compressions effectuées au plan antitabac et à la partie du Plan vert affectant le secteur de la santé toucheront au bas mot une quarantaine d'employés. La stratégie des aînés verra aussi son enveloppe passer de 20 à 18 millions dès cette année et le Programme d'action communautaire pour les enfants subira aussi un ralentissement de croissance important.

Ces réductions, combinées à une augmentation de revenus provenant de tarifs exigés aux compagnies pharmaceutiques et aux fabricants pour l'approbation de leurs produits, permettront des économies de près de 200 millions d'ici à 1997-1998.

Mais selon Mme Jean, une bonne partie des sommes récupérées, soit environ 45 millions, seront réinjectées dans des programmes de nutrition prénatale et dans l'aide préscolaire aux autochtones. « On a tenté de cibler les clientèles à risque pour réalouer certaines sommes d'argent vers elles », de dire Mme Jean.

Les autres économies importantes découleront de la rationalisation et de la fusion de certains services d'inspection et des laboratoires chargés d'effectuer des tests sur les aliments, les drogues, sur certains produits et les médicaments.

Cette opération, à l'étude jusqu'en décembre 1995, pourrait toucher une centaine d'employés à travers le pays. De nombreux ministères, dont Agriculture Canada, Pêches et Océans et Environnement Canada possèdent déjà des laboratoires pour réaliser certains de ces tests.

C'est sans compter les services d'inspection déjà existants des ministères du Québec et des municipalités.

Des frais seront dorénavant exigés des compagnies qui soumettent un nouveau produit médical, de consommation ou un nouveau médicament à l'approbation du ministère de la Santé.

Une mesure qui rapportera environ 60 millions en 1997-98 dans les coffres du gouvernement.

Par ailleurs, malgré ces réductions de dépenses, le ministère fédéral de la Santé n'envisage pas de retrait de certains secteurs ou d'assouplissement des normes fédérales en ce qui a trait à l'assurance-maladie. « Il n'y a pas de doute sur le fait que le fédéral va continuer d'appliquer sa loi sur la santé, affirme la sous-ministre Jean.

« Il n'est pas question de permettre un ticket modérateur ou des frais aux usagers.

« Mais les provinces peuvent toujours décider de désassurer certains services considérés non essentiels », explique-t-il.

## En Bref

## Larose réclame qu'Ottawa cède la formation professionnelle au Québec

MONTREAL (PC) — Le président de la CSN, Gérald Larose, estime qu'Ottawa doit immédiatement céder au Québec la gestion des programmes de formation professionnelle et de la main-d'oeuvre. Gérald Larose s'explique mal le silence de la ministre fédérale responsable du référendum, Lucienne Robillard, qui avait pourtant réclamé une décentralisation dans ce dossier alors qu'elle était ministre dans les gouvernements Bourassa et Johnson. La CSN croit que le dernier budget confirme la volonté de centralisation du fédéral.

## Le président du Conseil de la langue se croit victime d'une campagne de salissage

MONTREAL (PC) — Le président du Conseil de la langue française se dit victime d'une campagne de salissage de la part du mouvement syndical et des leaders nationalistes. Pierre-Etienne Laporte a récemment soulevé une vive controverse en soutenant que la loi 101 portait le germe d'une discrimination à rebours à l'endroit des anglophones. Le président de la CSN Gérald Larose a été très critique à son endroit, réclamant sa démission. Pierre-Etienne Laporte croit qu'il s'agit là d'une campagne de dénigrement concertée, qui vise à lui faire payer cher ses opinions.

## LE SALON CAMPING, PLEIN AIR, CHASSE ET PÊCHE



## L'APPEL DE LA NATURE!

PLUS DE 100 EXPOSANTS ET POURVOIRIES...

LE SALON LE PLUS COMPLET À QUÉBEC!

Les plus grands détaillants et les plus importants fabricants d'équipements, et leurs PROS.

Les principaux concessionnaires nautiques de Québec.

Des spectacles de vélo Trial, des ateliers spécialisés, des films... et une foule d'autres activités pour tous les goûts!

HEURES D'OUVERTURE	TARIFS	Quotidien
Jeu. 17 h à 22 h	Adultes	7,50 \$
Vendredi 19 h à 22 h	Étudiants, âge d'or	5,50 \$
Samedi 10 h à 22 h	Enfants de 6 à 11 ans	3,00 \$
Dimanche 10 h à 18 h	Passeport Famille (2 adultes, 1 enfant)	17 \$

## PARC DE L'EXPOSITION

Du 16 au 19 mars

En collaboration avec



VENEZ RENCONTRER LUCIE LAROSE, PRÉSIDENTE D'HONNEUR ET ANDRÉ A. BELLEMARE AU STAND DU SOLEIL.

PARTICIPEZ AU CONCOURS, PLUS DE 3 000 \$ EN PRIX À GAGNER!

Un canot Sportspal tout équipé offert par Sport R. Ferland  
Un ensemble complet de camping et de pêche offert par le magasin Latolippe  
Un forfait de pêche à la truite offert par La Pourvoirie Club Kergus

Remplissez ce bulletin de participation et déposez-le dans l'une des boîtes de tirage situées au Salon. Bonne chance!

Nom \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ No de téléphone (rés) \_\_\_\_\_

Pour participer au concours, vous devez répondre correctement à la question d'aptitude suivante: 56-2x3-37+13=

J'accepte de recevoir de la documentation concernant les exposants: OUI  NON  Règlement disponible au Salon

## Grand appartement ensoleillé à louer.



Protegé S 1995

à partir de

199 \$ / PAR MOIS\*  
48 MOIS\*  
ou 12 495 \$

LOCATION Personnalisez MAZDA

La Protegé S est la voiture la plus spacieuse de sa catégorie. Elle est tellement logeable que vous aurez envie d'y habiter. Surtout à un tel prix et accompagnée de la très rassurante garantie Mazda de 5 ans. Venez donc faire un essai routier!



Je me sens bien

\*Prix spécial Mazda: L'offre s'applique aux Mazda Protegé S neuves 1995 en stock, achetées et livrées chez les concessionnaires Mazda participants à compter du 3 mars 1995, pour une durée limitée. Le prix tient compte de toutes les mesures d'encouragement du fabricant au concessionnaire. Transport, préparation par le concessionnaire, taxes et autres frais du concessionnaire en sus. Taux de location personnalisée Mazda: Le taux ne s'applique qu'au modèle neuf Protegé S 1995 décrit ici pour une location de 48 mois. Des termes plus courts sont offerts. Un versement initial de 2 600 \$ ou équivalent en argent est requis au moment de la transaction. L'obligation totale contractuelle est de 12 400 \$ comprenant le transport et la préparation. Limite de 100 000 kilomètres. Frais de 0,09 \$ (9 cents) le kilomètre additionnel. Sujet à l'approbation du crédit. Les offres de prix spécial et de taux de location ne peuvent être combinées. Les offres sont valides exclusivement pour des achats au détail à partir du 3 mars 1995 et pour une durée limitée. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Votre concessionnaire peut vendre ou louer à moindre prix. Voir les concessionnaires participants pour les détails. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires.

# LE MONDE



Ayant revêtu le complet de l'exécutif capitaliste, Fidel Castro a volé la vedette au sommet de Copenhague sur la pauvreté et en gagnant aujourd'hui la France qui appuie Cuba contre l'embargo commercial américain, il réalise un coup de maître sous les angles publicitaire et diplomatique. Et tout cela pendant que le président de Cuba ne renie rien de ses engagements idéologiques.

## Timide réapparition du capitalisme à Cuba dont le maître gagne Paris

LA HAVANE (d'après AFP) — Ayant fait une timide réapparition ces deux dernières années dans l'économie cubaine, sinistrée par la disparition du camp socialiste, le capitalisme s'est infiltré récemment avec plus de vigueur à Cuba, l'un des ultimes pays à se réclamer du communisme.

Un an après l'autorisation, en août 1993, de la libre circulation des principales devises étrangères, dont le dollar, qui avait profondément bouleversé la société cubaine et ébranlé ses aspirations égalitaires, le régime castriste a permis, fin 1994-début 1995, le retour de nouveaux éléments de l'économie de marché, bannis dans l'île pen-

dant trois décennies.

Il a notamment accepté la réinstauration, le 1er octobre dernier, de marchés libres agricoles fonctionnant selon la loi de l'offre et de la demande afin de stimuler la production et d'atténuer la crise alimentaire. Des marchés similaires avaient été autorisés au début des années 1980 mais ils avaient été supprimés en 1986 par le président Fidel Castro, arguant qu'ils permettaient aux intermédiaires de s'enrichir aux dépens du peuple.

En décembre, une partie du modeste marché artisanal et industriel, fonctionnant à moins de 15 % de sa capacité en raison de la crise, a également été ouverte, prudemment, aux lois de la concurrence.

Les principaux bénéficiaires de cette réforme ont été les quelque 160 000 travailleurs pouvant exer-

cer depuis septembre 1993, l'une des 150 professions à compte propre autorisées.

Les possibilités offertes par cette catégorie d'emplois doivent être élargies prochainement afin de contribuer à résorber l'important chômage qui découlera de la réduction des effectifs, pléthoriques, de l'administration et des entreprises d'État, au trois-quart déficitaires.

### Ouvertures de Castro

Fidel Castro a par ailleurs laissé entrevoir, dans son dernier discours, début mars, une réforme qui pourrait aller bien au-delà du travail à compte propre. « Nous devons analyser les perspectives de développement de la petite et moyenne entreprise et le rôle de l'État dans tout cela », a-t-il dit.

Cette déclaration, interprétée par les milieux diplomatiques à La Havane comme une confirmation de la volonté de poursuivre, à un rythme mesuré, les réformes économiques, ne signifie pas pour

autant l'apparition prochaine de la libre entreprise et l'autorisation pour les Cubains de devenir des « capitalistes ».

« Nous n'allons pas créer une société capitaliste », a déclaré à cet égard le président cubain, reconnaissant cependant que « l'introduction d'éléments de l'économie de marché, de propriété et de capitalisme ne peut être évitée », malgré les injustices et les conséquences négatives qu'ils entraînent.

« Nous ne pouvons pas nous passer de la présence de l'investissement étranger », avait-il ajouté, se référant à l'implantation croissante, à l'appel de La Havane, de sociétés étrangères dans l'île.

D'abord effectués presque exclusivement dans le tourisme, ces investissements, mexicains, européens et canadiens, peuvent à présent concerner la quasi totalité des secteurs économiques, y compris ceux de l'immobilier et de l'industrie sucrière, fournissant la majeure partie des ressources en devises du pays.

## Copenhague accouche de vœux pieux et de désaccords notables

COPENHAGUE (AP, Reuter) — Le sommet mondial sur le développement social, auquel 193 pays ont participé ce week-end à Copenhague, s'est achevé hier par la signature d'une déclaration soignée de 10 engagements — non contraignants — contre la pauvreté, pour l'emploi et l'intégration sociale. Mais au-delà des intentions en faveur des pays pauvres, des désaccords persistaient sur leur mise en application.

« Il ne peut y avoir de paix durable et universelle tant que nous ne nous rendons pas compte que seul un nouveau type de partenariat mondial peut fournir des toits, combattre l'illégitimité, la malnutrition et la drogue, rendre possible une protection sociale et faire cesser l'exploitation humaine », a résumé le premier ministre japonais dans son intervention.

Si un consensus s'est dégagé pour intensifier la lutte contre le sous-développement et la misère, des différends se sont fait jour quant aux moyens de financer ce combat afin qu'il soit suivi d'actions concrètes.

Le président français François Mitterrand, favorable à la conclusion de « contrats de développement » avec les pays pauvres, s'est prononcé samedi pour la création d'une « taxe sur les transactions financières à court terme », qui permettrait de dégager un fonds d'aide au développement.

La dernière journée du sommet a été marquée par les allocutions contrastées du président cubain Fidel Castro et du vice-président américain Al Gore sur le meilleur moyen d'éradiquer la pauvreté et le chômage.

M. Gore a prévenu que l'aide de son pays aux pays du tiers-monde irait davantage aux organisations non gouvernementales (ONG) qu'à la bureaucratie des États concernés. Il a ainsi précisé que, dans ce cadre, la part de l'aide de Washington aux ONG passerait à 40 % d'ici cinq ans. Il n'en a toutefois pas précisé le montant, en valeur absolue.

Plusieurs représentants de pays en développement ont toutefois critiqué l'attitude des pays riches qu'ils assimilent à un refus de s'engager davantage dans les programmes d'aide au tiers-monde.

« Nous passons de conférence en conférence, où l'on prononce d'ambitieux déclarations d'intentions en faveur de programmes mondiaux, mais les moyens de leur application ne sont jamais précisés », s'est indigné samedi le premier ministre malaisien.

Pour sa part, le président Castro

a reçu hier les applaudissements nourris d'une partie de l'assemblée en estimant que, « dans un monde où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, il ne peut y avoir de développement social ».

Les quelque 120 chefs d'État et de gouvernement présents à Copenhague ont exprimé haut et fort leur volonté d'appliquer les engagements pris par la communauté internationale.

Mais des voix se sont aussi fait entendre pour stigmatiser le caractère vague et non contraignant de ces intentions.

**GRANDE VENTE D'OUVERTURE!**

**INMAX**

devient

**La clef de sol**

600, Belvédère  
687-4545

**MEPHISTO AIR-JET**

LA CHAUSSURE AVEC SEMELLE À CIRCULATION ET COUSSIN D'AIR

- Ventilation du pied
- Marche aisée sans fatigue = en forme toute la journée
- Mousse de latex dans la semelle = marcher sur un tapis épais de mousse

**POULIOT**

LA OÙ CHAUSSURES ET SANTÉ VONT DE PAIR

2990, Chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy 652-0100

**Pendez du poids! Sentez-vous bien!**

Avec le plan supplémentaire au régime

**TENNEN III** ESSAYEZ-LE CA MARCHE!

Disponible chez:

- PHARMACIE LISE & JEAN DEMERS 3440, boul. Quatre-Bourgeois, Ste-Foy
- PHARMACIE ANDRÉ DUFOUR 501, 3e Avenue, Québec
- PJC JEAN COUTU 5, rue Marie-de-l'Incarnation, Québec
- J.A. MOISAN 696, rue St-Jean, Québec

Pour plus d'information 1-800-361-4720

**L'ÉVÉNEMENT INFORMATIQUE DE L'ANNÉE!**

**SIACQ '95**

Salon Informatique/Affaires de Québec

14  
15  
16

Mars

**CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC**

Le rendez-vous annuel des gens d'affaires, des professionnels et du gouvernement!

Notre solution!

Pour plus d'informations  
**1-800-353-3495**

- Plus de 100 exposants
- Pavillon du Logiciel
- Carrefour de la formation professionnelle
- Plus de 30 conférences gratuites
- Fenêtre sur le monde des systèmes ouverts et client-serveur
- Centre de solutions Micro Logic
- L'Événement Novell / WordPerfect
- L'entreprise virtuelle
- Confrontation '95

Produit et géré par **ITS** EXPOSITIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES INC.

En collaboration avec

**COMPUTER ASSOCIATES** **LE SOLEIL** **CITE 107, 5 Fm** **MICRO LOGIC**

**WordPerfect** **NOVELL** **CA** Comptables agréés du Québec **SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN D'ŒUVRE**

**MAÎTRISEZ DAVANTAGE LE VOLANT LES 25 ET 26 MARS PROCHAINS**

**PARTICIPEZ À LA MAÎTRISE LABATT**

Apprenez les plus récentes techniques de dérapage, de freinage d'urgence et d'évitement d'obstacles grâce à **La Maîtrise Labatt**, un cours de conduite en situation d'urgence. Le cours comprend une séance théorique d'une heure, suivie d'une formation pratique de trois heures.

**S.V.P., PAS D'ALCOOL AU VOLANT!**

Savez-vous que 85 % des collisions sont dues à des erreurs du conducteur? Savez-vous que 80 % des accidents de la route auraient pu être évités si le conducteur avait bénéficié d'une seconde de plus pour réagir? **La Maîtrise Labatt** vise à vous accorder cette seconde additionnelle tout en prônant la sobriété au volant et la modération en tout temps. **VENEZ NOUS VOIR AU SALON DE L'AUTO POUR EN CONNAÎTRE DAVANTAGE!**

**LA MAÎTRISE Labatt**

**CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ AU TIRAGE**

Vous avez 18 ans et possédez un permis de conduire valide. C'EST GRATUIT! Remplissez et postez le coupon de participation à l'adresse indiquée avant le 20 mars 1995.

**La Maîtrise Labatt CITE Rock-Détente**

580 Grande-Allée est, Bureau 250, Québec (Québec) G1R 2K2

Les gagnants seront contactés par téléphone.

Nom \_\_\_\_\_ Âge \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ App. \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Tél. (résidence) \_\_\_\_\_ Tél. (travail) \_\_\_\_\_

**À VOUS DE TRACER VOTRE LIGNE DE CONDUITE**

**Ford** **LE SOLEIL** **CITE 107, 5 Fm**

## ÉDITORIAL

## Passez à l'action!

Il faut toujours se garder de mesurer l'efficacité d'un gouvernement au nombre de projets de loi qu'il fait adopter au cours d'une session. L'abstention est souvent préférable de loin à un interventionnisme mal dirigé. Les travaux de l'Assemblée nationale reprendront toutefois demain, six mois après l'élection du gouvernement Parizeau, sur la même toile de fond de débat référendaire et de querelles de collégiens qui a assombri l'entrée en fonction d'une équipe qui devait donner aux Québécois un vrai gouvernement, après une fin de régime libéral décadente.

La réunion de deux jours des députés et ministres du Parti québécois, la semaine dernière, a été monopolisée en très grande partie, une fois de plus, par les états d'âme de chacun sur la date, la saison, la question... Sur quelle planète nos élus vivent-ils? À deux semaines du dépôt du cahier des dépenses gouvernementales pour la prochaine année et à un mois de la présentation du budget, qui suivent normalement une révision méticuleuse de tous les programmes gouvernementaux, nous aurions été en droit de nous attendre à des discussions de fond sur les priorités gouvernementales, sur un plan d'action pour soutenir le développement économique, sur les finances publiques ou sur l'organisation des soins de santé dans le cadre des coupures majeures annoncées par le ministre Jean Rochon.

L'opposition libérale, de son côté, se divertit de façon partisane et mesquine à tenter d'obtenir la tête du président de l'Assemblée nationale, Roger Bertrand. Si ce dernier n'a encore impressionné personne dans ce rôle délicat d'arbitre, il n'a sûrement pas fait pire que le libéral Pierre Lorrain il y a quelques années ou que sa collègue vice-présidente de l'Assemblée, Louise Bégin. M. Bertrand n'a d'aucune manière faussé le processus parlementaire et démocratique, en décembre dernier, comme les libéraux le lui reprochent; il a plutôt tenté de faire progresser le débat sur l'adoption du projet de loi sur l'industrie de la construction. L'opposition se cherchait un prétexte pour déclencher une crise artificielle qui ne rassasie pourtant que quelques centaines de farouches militants et ne satisfait que l'ego de son leader, Pierre Paradis. La population, confrontée pendant ce temps aux vrais problèmes du quotidien, juge ridicule ces batailles de cour d'école. M. Johnson devrait le savoir, sinon il est tout à fait déconnecté de la réalité.

Le Parti québécois se prétendait fin prêt à exercer le pouvoir. Il a pris un grand nombre d'engagements électoraux, touchant les jeunes, l'emploi, des stratégies pour Montréal et la Capitale, la décentralisation et le développement régional, les aînés... Le bilan de ses six premiers mois est bien mince. Il est plus que temps de passer à l'action. À deux exceptions près, les projets de loi de la ministre Jeanne Blackburn sur la perception des pensions alimentaires et celui de sa collègue Louise Harel en vue de l'imposition d'une taxe de 1% de la masse salariale des entreprises pour la formation des travailleurs, le menu législatif s'annonce malheureusement végétarien jusqu'à juin. Pourtant, une quarantaine d'autres seraient en voie d'élaboration.

Le leader du gouvernement, Guy Chevrette, doit appuyer sur l'accélérateur au comité de législation et rappeler ses collègues à leur rôle premier, au mandat réel que leur a confié la population, celui de gouverner et non de se consacrer à plein temps à la promotion de la souveraineté. Dans trop de secteurs, on se contente d'attendre la tenue de sommets l'automne prochain, comme si ces exercices de concertation allaient par magie fournir des solutions consensuelles que les membres du gouvernement n'auront par la suite qu'à exécuter comme des recettes de cuisine.

L'autre façon de gouverner que l'on nous promettait ressemble encore à s'y méprendre à la précédente. L'inertie a remplacé l'inertie.

J.-JACQUES SAMSON

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration  
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur  
J.-JACQUES SAMSONÉditorialiste en chef et adjoint à l'Éditeur  
J.-JACQUES SAMSONRédacteur en chef  
GILBERT LAVOIEDirecteur de l'information  
ANDRÉ FORGUES

## Fièvre électorale à l'ouest du Québec

La fièvre électorale s'empare de quatre provinces à l'ouest du Québec. Dans l'ordre, et selon leurs chances de succès, les néo-démocrates Roy Romanow en Saskatchewan, Michael Harcourt en Colombie-Britannique, et Bob Rae en Ontario, souhaitent aller aux urnes avant l'été. Le conservateur Gary Filmon fera de même au Manitoba d'ici Pâques.

Le premier sur la ligne de départ sera sans doute Romanow. Il a déjà promis de tenir les élections à date fixe, le troisième lundi de juin, ce qui tomberait le 19, cette année. Mais il ne veut pas subir l'effet de ressac d'une défaite cuisante de son collègue de l'Ontario et se lancera peut-être en campagne dans quelques semaines. Le budget fédéral, qui élimine les subventions au transport de la production céréalière des Prairies et réduit le financement des services de santé, lui fournit un bon prétexte. Et les fermiers sont furieux de la décision fédérale de rendre l'enregistrement des armes à feu obligatoire.

Mais la partie n'est pas jouée. Les conservateurs de Bill Boyd, successeur de Grant Devine, mêlés à toutes sortes de scandales, sont aussi détestés que ceux de Brian Mulroney. Ce sera donc une lutte entre deux partis, un genre de bataille que n'ont jamais gagnée les néo-démocrates.

Lynda Haverstock, leader des libéraux depuis 1989, pourrait donc créer une surprise. Il y a en effet un quart de siècle que les libéraux n'ont pas été au pouvoir dans l'Ouest. Mme Haverstock compte sur l'appui de tous les partis libéraux du pays, elle a déjà son équipe de candidats et fera campagne sur «une autre façon de gouverner». C'est un thème qui plaît aux réformistes de Preston Manning qui veulent, eux aussi, «changer le système».

Des radicaux d'extrême-droite derrière les libéraux de la Saskatchewan? Tout est possible: j'ai aperçu le député réformiste de

La chronique de  
Michel  
VASTEL

Moose Jaw-Lake Centre, Allan Kerpan, à une assemblée libérale vendredi soir à Kaneston, au sud de Saskatoon! Le sort de la social-démocratie au Canada serait donc dans les mains des... réformistes de Preston Manning!

Car en Ontario également, les réformistes pèseront lourd dans la balance. Ils ont recueilli 20% des votes à l'élection fédérale d'octobre 1993. Actuellement, les libéraux de Lyn McLeod mènent dans les sondages avec 50% des intentions de vote. Les néo-démocrates, avec 18%, sont comptés pour morts. Et les conservateurs de Mike Harris n'arrivent pas à dépasser le cap du tiers des intentions de vote. Mais leur chef, avec sa campagne du «gros bon sens», plaie lui aussi aux réformistes qui pourraient grossir les rangs de son parti. Il est en outre le chef politique le plus populaire de la province alors que Lyn McLeod traîne loin derrière son parti.

Bob Rae est ouvertement en guerre contre le gouvernement fédéral mais sa crédibilité n'est pas très bonne. Il accumule des déficits énormes alors que la mode, comme l'a encore prouvé la semaine dernière le Manitoba après l'Alberta, le Nouveau Brunswick et la Saskatchewan, est aux surplus budgétaires.

En Colombie-Britannique, les questions budgétaires ne préoccupent pas beaucoup les électeurs. L'argent arrive par Boeing 747 collecteurs de Hong Kong. Les Japonais, qui sont chez eux, achètent volontiers les obligations de la province. Michael Harcourt comptait se lancer ce printemps mais il collectionne d'embarrassants scandales. Lui-

même fait l'objet d'une enquête policière depuis la semaine dernière!

Libéraux et réformistes — la Colombie Britannique est la seule province où il existe un Parti réformiste provincial — font de la surenchère à droite mais il n'est pas certain que les troupes de Preston Manning appuieront le parti provincial qui s'est constitué contre leur volonté.

Enfin au Manitoba, Gary Filmon a créé toute une surprise en annonçant un budget équilibré pour l'exercice financier 1996-97. Il s'agit, dans cette province, d'une lutte à trois puisque les libéraux, avec un nouveau chef, sont presque à égalité avec les deux autres partis, et Lloyd Axworthy, qui sait se montrer pingre avec les chômeurs, dispense généreusement les subventions fédérales à Winnipeg. Le pauvre Gary Doer, qui en est à sa troisième tentative, souffrira encore de la mauvaise réputation de son voisin néo-démocrate de l'Ontario.

Avec quatre élections quasi simultanées, les organisateurs professionnels du NPD, qui voyagent d'habitude d'une campagne à l'autre, ne savent pas où donner de la tête cette année. Par contre, les organisateurs fédéraux du Parti conservateur se lanceront à corps perdu dans les campagnes de l'Ontario et du Manitoba pour prouver que leur parti a encore un avenir.

Si on ajoute que Frank McKenna du Nouveau-Brunswick jongle lui aussi avec l'idée de tenir une élection-surprise, il y aura jusqu'à cinq chefs de gouvernement provinciaux qui pourront s'appuyer sur un mandat fraîchement renouvelé l'automne prochain. Au moment où il s'agit, quelque soit le résultat du référendum du Québec — s'il y en a un! — de se lancer dans de vastes négociations sur l'avenir de la fédération, les partenaires de Jean Chrétien et de Jacques Parizeau auront ainsi une marge de manœuvre politique considérablement plus grande que la leur...

## Point de vue

## Un débat qui n'a pas eu lieu

par ROBERT PAINCHAUD

(Au président de la Commission sur l'avenir du Québec)

Votre Commission a tenu nombre de séances, interrogé plusieurs intervenants, entendu quelques participations spontanées. Qu'en avez-vous tiré, à ce jour?

On a réclamé des garanties pour conserver des privilèges, pour acquérir des subventions, un standard de vie élevé, une sécurité d'emploi, etc. Le tout exprimé avec une morosité et dans un sentiment d'incapacité très déprimant.

Tel est à mon avis le bilan des débats entendus; du moins de cette fraction qu'il m'a été possible de suivre à la télévision.

La dette, le chômage, les pensions, la régionalisation ont été des sujets fréquemment abordés pour exprimer une hésitation au support de projet de loi proposé.

Je n'ai pas entendu une fois reconnaître que la situation catastrophique actuelle résultait de l'action d'un gouvernement canadien souverain. Je n'ai pas non plus entendu l'hypothèse qu'un gouvernement québécois

souverain pourrait nous valoir des résultats semblables à ceux que nous récoltons du gouvernement canadien souverain.

Par ailleurs, il me semble incompréhensible qu'aucun mémoire ne vous ait été présenté pour discuter de la qualité et de la légitimité démocratiques de nos institutions de même que de leur fonctionnement.

Alors pourquoi, M. le président, la commission nous a-t-elle privés de l'occasion de nous exprimer sur les institutions nécessaires pour qu'un gouvernement québécois souverain évite de répéter les erreurs commises par le gouvernement canadien souverain?

Il aurait été extrêmement utile que soient recherchées les causes du désastre financier, politique et social qui nous menacent avec nos descendants. Car, soit OUI soit NON, il nous faut laisser un avenir aux générations qui nous suivent.

Oui, M. le président, pourquoi n'avons-nous pas eu l'occasion de faire ce débat si essentiel?

M. Robert Painchaud est de  
Charlesbourg

## Notes de lecture

par  
Raymond  
GIROUX

Le nationalisme québécois ne représente aucune menace pour les libertés individuelles. Mieux encore, les politiques de promotion de la langue française méritent l'appui de tous les défenseurs du libéralisme.

Ce qui interdit toute opposition de principe au mouvement souverainiste sur de telles bases, écrit le politologue américain Jeff Spinner dans *The Boundaries of Citizenship* \*. Les Québécois préparent un Etat de droit libéral, respectueux de ses minorités.

Le seul hic de l'affaire, ajoute-t-il tout de go, c'est que le fédéralisme canadien permet lui aussi à son avis l'épanouissement de tous les Québécois — s'il trouve une façon de donner aux nationalistes la reconnaissance qu'ils désirent.

Spinner a comparé quatre groupes nord-américains aux ressemblances peu évidentes à pre-

## La souveraineté: pas contre, mais...

mière vue: les Québécois francophones, les Noirs américains, les Juifs Hassidiques et les Amish, une secte mennonite concentrée en Pennsylvanie.

Son but: déterminer si une société libérale peut accommoder les besoins de groupes minoritaires, et si ces groupes peuvent survivre sans brimer les libertés de leurs membres ou s'exclure de la société. Impossible, répond-il dans le cas des deux groupes religieux.

Mais pour les Noirs (les Afro-Américains, selon la nouvelle terminologie imposée par la rectitude politique), le problème se pose différemment: c'est la société libérale qui a plutôt failli à son devoir en les excluant. Le principe de l'égalité ne s'appliquait pas à eux.

Ardent défenseur du libéralisme, le politologue évite le piège classique dans lequel tombent nombre de ses amis idéologiques, celui de vouer tout nationalisme aux gémonies.

Dans le cas du Québec, soutient-il au contraire, les forces de l'industrialisation et de la modernisation ont contribué à libéraliser la société et à engendrer une

forte fièvre nationaliste. Car les Québécois ont poussé le principe de l'égalité jusqu'au bout et exigé le droit de profiter des retombées de l'économie nouvelle dans leur langue. Comme le reconnaît le politologue, qui pourrait leur reprocher d'allier promotion individuelle et nationalisme?

Les souverainistes chatouilleux apprécieront sans doute le livre de Spinner, mais ils aiment nettement moins les questions souvent fort justes que leur pose Jonathan Lemco dans *Turmoil in the Peaceable Kingdom* \*\*. La thèse de l'auteur: une souveraineté possible, mais à des coûts si prohibitifs qu'ils en réduisent l'intérêt à néant.

Les pourfendeurs de Lemco ont sans doute abandonné leur lecture avant la fin, car il conclut sur la presque fatalité de la souveraineté-association. Les obstacles à la réconciliation lui apparaissent énormes, malgré l'ampleur des turbulences prévisibles.

Les scénarios économiques à l'eau-de-rose des souverainistes le font sourire, notamment leur volonté de conserver le dollar canadien, ce qui ferait du Québec le seul pays industrialisé à dépen-

dre entièrement d'un voisin. L'auteur soulève évidemment la question des frontières, mais y répond lui-même en partie en se demandant si un gouvernement aussi endetté qu'Ottawa et désireux d'en faire partager le poids par le Québec enverrait son armée régler la question.

La-dessus, d'ailleurs, le professeur John Chipman, de l'*International Institute of Strategic Studies* de Londres, rappelle, dans *Ethnic Conflict and International Security* \*\*\*, l'attitude des Nations unies sur la question des frontières: les frontières intérieures reconnues au moment de la désintégration d'un pays ne bougent pas. D'où l'importance de distinguer les vrais débats des faux.

\* Spinner, Jeff, *The Boundaries of Citizenship*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 230 pages.

\*\* Lemco, Jonathan, *Turmoil in the Peaceable Kingdom*. Toronto, University of Toronto Press, 266 pages.

\*\*\* Brown, Michael E., directeur, *Ethnic Conflict and International Security*. Princeton, N.J., Princeton University Press, 276 pages.

# Balladur contre-attaque pour rattraper Chirac

PARIS (d'après AFP) — Le premier ministre français Édouard Balladur a lancé, hier, sa première grande contre-offensive médiatique pour tenter de rattraper son rival néo-gaulliste Jacques Chirac, donné favori dans les derniers sondages sur l'élection présidentielle française d'avril-mai prochains.

Pour sa part, le candidat socialiste Lionel Jospin a reçu, hier, le soutien remarqué du président François Mitterrand qui voit en lui un homme capable de « cristalliser l'espérance » de l'opposition de gauche.

Maniant l'humour et lançant plusieurs charges féroces contre M. Chirac, M. Balladur a durci son ton habituellement modéré et lisse, en répondant aux questions d'Anne Sinclair, la présentatrice de la plus célèbre émission politique de la télévision française, « 7 sur 7 », sur TF1.

Cette contre-offensive était inévitable en raison de l'effondrement enregistré par M. Balladur dans les sondages depuis une dizaine de jours.

Selon un sondage de l'institut IFOP publié hier, le maire de Paris, M. Chirac, battrait M. Balladur par 64% des voix, contre 36, s'il y avait un duel entre les deux hommes au deuxième tour de l'élection, le 7

mai. Mais la présence de M. Balladur au deuxième tour n'est même plus assurée, selon ce sondage, puisque le premier ministre arriverait désormais en troisième position, derrière MM. Jospin et Chirac. Il reste néanmoins une moitié de Français indécis sur leur choix électoral, à six semaines du premier tour, le 23 avril.

M. Balladur avait été contesté au cours des derniers jours sur ses revenus financiers, provenant de ses activités dans une société informatique, avant de devenir premier ministre en 1993, et de plus-values réalisées lors de la vente de valeurs mobilières. Le quotidien Le Monde avait estimé, samedi, son patrimoine personnel à plus de 4 millions \$.

Il a souligné la totale légalité de ses opérations financières et son soin « scrupuleux » à séparer ses activités publiques et de dirigeant d'entreprise.

# Guerre ou paix en ex-Yougoslavie?

SARAJEVO (Reuter) — À un mois et demi de l'expiration du cessez-le-feu, l'ex-Yougoslavie hésite plus que jamais entre guerre et paix.

Sarajevo a nié être à l'origine de ces manoeuvres d'intimi-



Une balle serbe a percé la carlingue de l'avion qui transportait l'émissaire spécial de l'ONU en Yougoslavie.

Alors que Zagreb annonçait hier son accord pour le maintien limité de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) sur son territoire, les armes se sont fait de nouveau entendre à Sarajevo où quatre civils, dont deux fillettes, ont été tués.

Signe de mauvais augure, l'avion qui a conduit hier à Sarajevo l'émissaire spécial de l'ONU en ex-Yougoslavie, Yasushi Akashi, a essuyé des tirs lors de l'atterrissage. Une balle a percé la carlingue, frôlé la tête d'un officier français de la FORPRONU et fini sa course dans la valise d'un délégué britannique.

Cette attaque est d'autant plus éloquente que M. Akashi venait à Sarajevo pour sauver un cessez-le-feu de plus en plus symbolique.

Trois tirs d'armes légères ont ainsi été signalés en provenance des secteurs contrôlés par les Serbes situés au sud et à l'est du tarmac.

Le commandement serbe de

l'attaque, la plus grave depuis le déclenchement des hostilités il y a trois ans.

Venu en compagnie du général Bernard Janvier, chef des casques bleus en ex-Yougoslavie, et du général Rupert Smith, commandant de la FORPRONU en Bosnie, M. Akashi s'est dit insen-

sation. « Nous sommes préoccupés par la dégradation de la situation en Bosnie », a déclaré l'émissaire de l'ONU à son arrivée.

« Le but de ma visite est de renverser le cours des événements », a-t-il ajouté.

Conclu le 31 décembre à

l'initiative de l'ancien président américain Jimmy Carter, l'accord de cessation des hostilités devait en principe permettre aux belligérants bosniaques de remettre les négociations de paix sur les rails.

Or, aucune avancée significative n'a encore été enregistrée et les belligérants multiplient les manoeuvres et les provocations à mesure qu'approche l'expiration de la trêve, le 1er mai.

## Maintien des casques bleus

À Copenhague, le président Franjo Tudjman s'est finalement plié aux pressions des pays occidentaux, États-Unis en tête, en acceptant le principe du maintien des casques bleus de l'ONU en Croatie, mais en nombre réduit, 5000 au lieu de 12 000.

Cet accord aux contours encore flous, conclu avec le vice-président américain Al Gore doit désormais être négocié avec les Nations unies.

Zagreb avait exigé le retrait progressif des 12 000 casques après l'expiration de leur mandat, le 31 mars, car elle estimait que la FORPRONU, déployée dans l'ex-République yougoslave depuis avril 1992, avait « gelé » la situation militaire sur le terrain en tolérant de fait la mainmise serbe sur un tiers de son territoire.

# Bombe sur la route d'Arafat

GAZA (AFP) — La police palestinienne a découvert dimanche dans la bande de Gaza une bombe télécommandée de forte puissance et un second engin explosif sur une route que devait emprunter le chef de l'OLP Yasser Arafat, près d'une implantation israélienne.

Auparavant, cinq autres engins explosifs avaient été découverts et neutralisés par des militaires israéliens dans le sud de la bande de Gaza.

La police palestinienne a été alertée par un enfant qui avait vu deux fils sortant d'une borne en matière plastique, posée sur la route principale près de l'implantation de Kfar Darom. Elle a averti l'armée israélienne qui contrôle la route, selon une source policière.

Les militaires israéliens ont bouclé le secteur, évacué des habitants et une école secondaire. Ils ont fait sauter l'une des deux bombes et désamorcé l'autre. L'explosion de l'engin a creusé un cratère de 20 mètres de rayon, selon des témoins. La route principale a été fermée et le convoi de M. Arafat, de retour du Caire, a dû être détourné.

# Espionnage spatial US

MOSCOU (d'après AFP) — Un consultant de l'équipe américaine de la mission spatiale russo-américaine dont le lancement est prévu demain, a été expulsé de Russie pour « espionnage » a affirmé hier, la télévision privée russe NTV.

Un porte-parole du service fédéral de contre-espionnage, interrogé sur les affirmations de NTV, a déclaré qu'il ne pouvait « confirmer ou démentir » les informations de la chaîne.


Un diplomate de permanence à l'ambassade des États-Unis à Moscou a de son côté affirmé ne disposer « d'aucune information » sur une telle expulsion.

Les membres de la mission étaient arrivés jeudi au cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan). NTV a affirmé que la mission conjointe devait se dérouler normalement malgré cette expulsion.

L'équipage principal de la mission est formé des Russes Vladimir Dejourov et Guénadi Strekalov et de l'Américain Norman Tagard, qui rejoindront demain la station orbitale Mir à bord du vaisseau de transport d'équipage Soyouz TM-21.

Les trois hommes doivent regagner la Terre le 17 juin à bord de la navette spatiale américaine Atlantis, qui doit être lancée le 8 juin avec un équipage mixte américano-russe et s'amarrer ensuite à la station orbitale Mir.

10



## BRAVO À TOUS NOS MÉTROSTARS

Lecteur/lectrice de bulletins de nouvelles  
**PIERRE BRUNEAU**

Animateur/animateur d'émissions d'affaires publiques/d'informations  
**JEAN-LUC MONGRAIN**

Animateur/animateur d'émissions «Talk Show»/Variétés  
**SONIA BENEZRA**

Animateur/animateur de magazines culturels  
**PATRICIA PAQUIN**

Animateur/animateur de jeux/quiz  
**NORMAND BRATHWAITE**

Animateur/animateur d'émissions de sport et lecteur/lectrice de nouvelles de sport  
**JEAN PAGE**

Artiste d'émissions humoristiques  
**CLAUDE MEUNIER**

Animateur/animateur d'émissions de service  
**CLAIRE LAMARCHE**

Animateur/animateur d'émissions «Grandes entrevues»  
**DENISE BOMBARDIER**

Premier rôle masculin, téléromans ou miniséries québécoises  
**PATRICE L'ÉCUYER**

Premier rôle féminin, téléromans ou miniséries québécoises  
**MACHA GRENON**



Rôle de soutien masculin, téléromans ou miniséries québécoises  
**MARTIN DRAINVILLE**

Rôle de soutien féminin, téléromans ou miniséries québécoises  
**PASCALE MONTPETIT**

Le MétroStar (personnalité masculine)  
**PATRICE L'ÉCUYER**

La MétroStar (personnalité féminine)  
**SONIA BENEZRA**

Artiste émissions jeunesse  
**GREGORY CHARLES**

En Bref

Un hôpital dangereux en Floride

TAMPA (AFP) — Après s'être trompé de pied à amputer, un hôpital de Tampa (Floride) a reconnu, samedi, avoir débranché l'appareil respiratoire d'un homme de 77 ans qui est mort une heure plus tard. Dans un communiqué publié samedi, le University Community Hospital reconnaît qu'un employé, n'ayant pas suivi les procédures habituelles d'identification des malades, avait débranché l'appareil en pensant qu'il s'agissait d'une autre personne. Lee Alfonso, 77 ans, est mort le 3 mars, une heure après le débranchement de son appareil. Le 20 février, dans ce même établissement un chirurgien avait amputé le pied sain d'un patient. M. Willie King s'était réveillé de l'opération avec le pied gauche amputé alors que c'était le droit qui aurait dû l'être.

Test et malformations de nouveaux-nés

LONDRES (AFP) — Plusieurs centaines de bébés sont nés un peu partout dans le monde avec de graves malformations physiques après que leur mère ait subi un test prénatal de type CVS (Chorionic villus sampling), affirmait, hier, le Sunday Times en citant des médecins. Le journal affirme que la technique utilisée pour le CVS — une aiguille introduite dans l'utérus de la future mère pour extraire des tissus de l'embryon — crée d'importantes lésions qui peuvent entraîner dans les cas les plus graves la naissance d'enfants sans membres ou sans langue. Selon le Sunday Times, une agence gouvernementale américaine a estimé que sur 500 000 tests pratiqués dans le monde, environ 500 enfants étaient nés malformés. Courant dans de nombreux pays, selon le Sunday Times, le CVS est pratiqué dès les premières semaines de la grossesse pour déterminer si l'enfant à naître n'est pas malformé ou anormal.

François Mitterrand va bien, selon Danielle

PARIS (AFP) — Mitterrand «va bien», a affirmé son épouse Danielle, interrogée, hier, par la radio France-Inter sur l'état de santé du chef de l'État français, opéré à deux reprises ces dernières années d'un cancer de la prostate. «François va bien, on l'a vu hier à Copenhague», a révélé Mme Mitterrand. Le président français a participé samedi dans la capitale danoise au sommet de l'ONU sur le développement social. Mitterrand a déclaré plusieurs fois qu'il remplirait ses fonctions aussi longtemps qu'il s'en sentirait capable. Élu président en 1981, réélu en 1988, son mandat expire en mai prochain, après l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai. D'autre part, interrogée sur Mazarine, une fille naturelle de François Mitterrand, elle a déclaré «respecter beaucoup cette deuxième famille, parce qu'elle est très honorable». «Je ne la rejette pas», a-t-elle ajouté.

Le fils de Khomeiny dans un état critique

TEHERAN (AFP) — L'hodjatollah Ahmad Khomeiny, fils de l'imam Khomeiny et l'un des chefs de file du courant islamiste radical en Iran, a été hospitalisé hier dans un état critique à Téhéran à la suite d'un arrêt cardiaque, ont annoncé les médias officiels iraniens. Selon les indications fournies par l'agence IRNA, Ahmad Khomeiny, 50 ans, serait dans le coma et les médecins qui le soignent de même que les dirigeants et les médias iraniens ont appelé la population à «prier pour qu'il se remette rapidement». Ce genre d'appel constitue généralement l'indication d'un état désespéré.

Deng Xiaoping en «bonne santé»?

COPENHAGUE (Reuter) — Le patriarche chinois Deng Xiaoping est «globalement en bonne santé», a déclaré hier un porte-parole chinois. Le chef du service de presse du ministère chinois des Affaires étrangères, Chen Jian, a déclaré qu'il s'agissait là du message transmis par le premier ministre chinois Li Peng aux autres dirigeants du monde entier réunis ce week-end à Copenhague pour le sommet mondial des Nations unies sur la pauvreté et le développement social. «Pour un homme de 90 ans, Deng Xiaoping est en relativement bonne forme dans l'ensemble. C'est le message qui est clair pour tous», a déclaré Chen Jian à la presse. Deng Xiaoping a renoncé à toutes ses fonctions officielles mais règne toujours en maître sur la Chine malgré ses 90 ans et des rumeurs selon lesquelles il serait en très mauvaise santé.

Le Burundi ébranlé par l'assassinat d'un ministre

BUJUMBURA (AFP) — Les autorités burundaises ont multiplié les appels au calme après l'assassinat, ce week end à Bujumbura, du ministre de l'Énergie et des Mines, Ernest Kabushemeye, suivi de coups de feu et de tirs de grenades dans des quartiers populaires menacés d'embrasement.

Selon une source policière, deux auteurs présumés de l'attentat de samedi ont été interpellés, alors que des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer la fin de l'impunité jusqu'à présent

assurée aux meurtriers de personnalités politiques.

Après les tirs et explosions entendus samedi soir dans les quartiers de Nyakabiga, Bwiza et Jabe, la ville était calme dimanche matin.

Les transports fonctionnaient, bien que la circulation soit réduite, le marché était ouvert, mais très

peu fréquenté. Sous le choc, les habitants limitaient leurs déplacements, dans la crainte d'incidents entre Hutus, l'ethnie majoritaire, et Tutsis.

M. Kabushemeye, Hutu, était président du Rassemblement du peuple burundais (RPB), petit parti de la majorité présidentielle, allié du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) du président de la république Sylvestre Ntibantunganya. Ministre depuis 1993, il avait été reconduit dans le gouvernement formé il y a moins de deux semaines par le nouveau premier ministre, Antoine Nduwayo, issu de l'opposition.

«Nous voulons dénoncer de tels actes de violence et appelons la population à garder son calme», a déclaré M. Nduwayo, en précisant avoir «demandé à la police et à la justice d'ouvrir immédiatement une enquête pour identifier les meurtriers».

Selon la radio nationale, les partis politiques, toutes tendances confondues, ont condamné l'assassinat de M. Kabushemeye, tué par balles en plein jour, au volant de sa voiture, dans le centre de Bujumbura.

Un de ses gardes du corps et au moins un civil ont été blessés, selon Radio Burundi, qui avait indiqué samedi que des passants avaient été atteints par des balles perdues pendant la fusillade.

Pas de guerre civile

Le président de la république qui, au moment de l'attentat, participait à Copenhague au sommet mondial sur le développement social, a lui aussi appelé les Burundais à «se contenir».

Si la violence continue, a déclaré M. Ntibantunganya, le gouver-

nement devra interrompre le «programme de démocratisation» et «prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre». Selon lui, l'assassinat de M. Kabushemeye est «un événement très inquiétant». Mais, a-t-il ajouté, «je ne pense pas que cela soit le début de la guerre civile».

Le ministre assassiné, a souligné le président, était le beau-frère de l'évêque de Bujumbura, «dont la famille a été exterminée et qui avait échappé à un attentat il y a trois semaines». Il était aussi en charge d'un «secteur particulier et sensible, touchant au commerce et l'exploitation de l'or», a ajouté M. Ntibantunganya, sans faire cependant de «corrélations».

Lui-même hutu, le président a relevé que ce crime s'inscrivait dans «une série d'agressions et d'éliminations des personnalités de la majorité présidentielle, orientées vers une catégorie politico-ethnique, visant l'ethnie hutu, depuis l'assassinat du président Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993».

M. Ndadaye, élu en juin 1993 premier président hutu du Burundi, pays jusqu'alors dirigé par sa minorité tutsie, avait été tué lors d'une tentative de coup d'État menée par des militaires tutsis, largement dominants dans l'armée, et appuyée par des civils extrémistes. Des massacres avaient ensuite fait au moins 50 000 morts.

Le génocide des Tutsis et les massacres de Hutus modérés commis l'année dernière au Rwanda, pays voisin à la même composition ethnique, ont ajouté à l'instabilité et provoqué une montée des extrémismes. Les deux camps ont leurs milices armées, prêtes à plonger le Burundi dans un nouveau bain de sang.

Autocar, semi-remorque et camion citerne: 110 morts



L'accident qui s'est produit hier sur une route de l'État du Tamil Nadu, dans le sud de l'Inde, entre un autocar, une semi-remorque transportant les invités d'une noce et un camion-citerne qui a explosé lors du choc, a fait au moins 110 morts, selon le dernier bilan diffusé par l'agence indienne PTI. Au moins 23 personnes ont été hospitalisées, toutes grièvement blessées. A l'exception de deux, les victimes n'ont pu être identifiées, leur corps étant carbonisé. L'accident s'est produit à hauteur de Sriperumbudur, à une cinquantaine de kilomètres de Madras. Le camion-citerne aurait percuté l'autocar, qui effectuait la liaison Bangalore-Madras, en tentant d'éviter la semi-remorque qui transportait 70 invités d'un mariage. Le camion-citerne, apparemment rempli de benzène, a immédiatement explosé. Quatre personnes se trouvaient à bord.

LA NOUVELLE TERCEL XS. IL N'Y A PAS D'AUTRE OPTION.



(seulement quelques choix.)



«Édition Limitée» signifie que vous seul, et mille cent quatre-vingt-dix-neuf autres personnes peuvent se la procurer.

Un aileron arrière... pour qu'elle soit aussi belle à l'aller qu'au retour.

Des enjoliveurs XS... pour vous donner encore plus envie de rouler sur les chapeaux de roue.



Un lecteur de disques compacts Sony... pour que cette offre vous en mette plein la vue, et les oreilles.

Il vous reste tout de même certains choix à faire : bleu ou noir; manuelle ou automatique\*. Tout ce que vous voyez ici, et beaucoup plus encore, fait partie de l'offre.



SONY Discman™

Ceci dit, rendez-vous chez votre concessionnaire Toyota et parlez-lui de la XS. Avec seulement 1 200 de ces petits bijoux pour le Canada, elle n'est vraiment pas pour tout le monde.



TOYOTA

La Tercel XS Édition Limitée. À partir de 14 000 \$. Tout ça pour si peu.



Votre concessionnaire Toyota est fier de commander les Jeux olympiques spéciaux. 1PDSF de la Tercel XS Édition Limitée, modèle EL56DM-XS avec boîte manuelle 5 vitesses. Immatriculation, assurances, taxes en vigueur et un maximum de 600 \$ de frais de livraison et de préparation en sus. \*La transmission automatique et les frais d'installation d'autres options sont en sus. Pour plus de détails, rendez-vous chez un concessionnaire Toyota participant.